



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti Socialiste unifié

NUMÉRO 117
6 OCTOBRE 1962

0,40 NF

- A propos du 8 février (Page 2)

- Le véritable terrain de bataille (Page 3)

- Les Bretons veulent vivre (Page 4)

- Les enjeux de la bataille du Mississippi (Page 5)

- Problème du Marché commun (Pages 6-7)

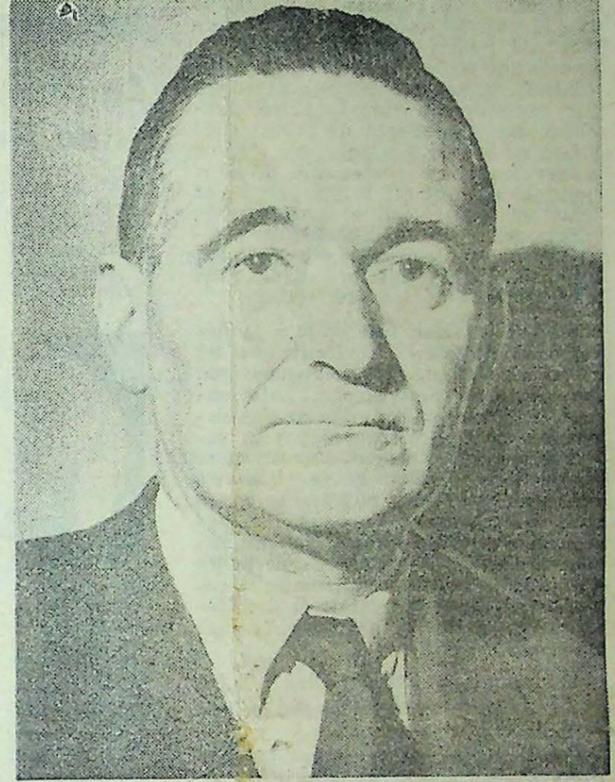
- Tribune de discussion (Pages 7-8)

- Théâtre : Dans la jungle des villes (Page 12)



(A.D.P.)

Guy MOLLET (S.F.I.O.).



(A.D.P.)

André COLIN (M.R.P.).

Quatre ans après ou la grande désillusion...



(A.D.P.)

Paul REYNAUD (Ind.).



(Keystone)

Maurice FAURE (Rad.).

Après avoir dit oui à de Gaulle en 1958 et pendant quatre ans, Paul Reynaud, Guy Mollet, Maurice Faure, André Colin découvrent le danger du pouvoir personnel et plébiscitaire. Mais qui mobilisera les masses populaires ? Les hommes du dîner de l'Alma ou la coalition de la gauche ?

A propos du 8 février :

M. Frey se dément lui-même

Il est évident que le parti communiste, qui reconnaît que la manifestation était interdite, s'est livré à une provocation pure et simple. Ces gens voulaient une épreuve de force... D'après les rapports qui me sont parvenus, émanant notamment de journalistes étrangers et des services de police, rarement a-t-on vu une bande d'émeutiers aussi bien organisés... Ainsi, ils se sont attaqués, par exemple, au carrefour Voltaire-Charonne, aux forces de l'ordre. Ces forces de la police municipale étaient composées d'une compagnie de cent hommes qui ont été pris à partie par trois ou quatre mille manifestants (déclaration de M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur, faite dans la nuit du 8 au 9 février, parue dans « Le Monde » daté du 10 février).

« L'information fait suite à la découverte de pièces révélant que les violences avaient été provoquées par des éléments activistes... L'information se fonde sur une note de l'ex-capitaine Curutchet trouvée par la police. Dans ce document, Curutchet se félicitait de l'action de ses hommes tant au carrefour Châteaudun qu'au métro Charonne. A l'époque, l'enquête administrative n'avait pas permis d'identifier ceux des agents de police qui se trouvaient à ces deux endroits. Des témoignages permettraient d'établir qu'il s'agissait d'activistes revêtus de faux uniformes » (1).

(Communiqué de la Chancellerie, publié dans « Le Monde » daté du 29 septembre.)

En rapprochant ces deux informations parues à sept mois de distance on ne nous soupçonnera pas de machiavélisme. Non pas : notre intention est simplement d'aider la justice en marche. De l'examen des articles plus hauts cités, il ressort en effet :

1) qu'au soir du 8, M. Frey pouvait parfaitement dénombrer les forces de l'ordre « attaquées » au carrefour Voltaire-Charonne ;

2) que des rapports étaient parvenus à M. Frey provenant « notamment de journalistes étrangers et des services de police », toujours le 8 au soir ;

3) mais que « l'enquête administrative n'avait pas permis d'identifier ceux des agents de police qui se trouvaient à ces deux endroits » par la suite.

D'où l'on peut supposer que les rapports à M. Frey (des journalistes étrangers et des services de police) étaient erronés ou tronqués, ou truqués. Qu'il n'y avait pas de compagnie de forces de police à l'endroit indiqué mais « des activistes revêtus de faux uniformes ». Que la police était suffisamment mal faite pour qu'une compagnie de fausse police avec vrais uniformes (ou faux, on ne sait) puisse sembler une vraie et les liaisons (habituellement mieux faites) avec les P.C. de police le confirmer.

Bref, il y avait peut-être des activistes, au soir du 8 février, au métro Charonne ;

il y avait certainement des complices des activistes autour du métro Charonne ;

il y a eu des déclarations volontairement mensongères..., lesquelles, bien sûr, ont induit M. Frey en erreur.

M. Frey et M. Papon doivent donc : trouver les auteurs des fausses (ou vraies) déclarations, grâce à quoi ils découvriront les complicités qui ont permis l'assassinat des neuf manifestants. Car de toute façon, même s'il n'y a pas eu de faux policiers, il y a eu de vrais provocateurs. Et des menteurs. Lesquels ont, de la sorte, couvert les criminels.

(1) Sur ces faux policiers, rien de définitif : on parle désormais de provocateurs en civil.

La démission de SOUSTELLE

Le député-remplaçant de M. Soustelle a remis au maire de Lyon une lettre par laquelle M. Soustelle se démettait de son mandat au Conseil municipal. C'est le 25 juillet que M. Soustelle avait pris cette décision et le 25 également que cette lettre fut remise au maire de Lyon.

Jusqu'au 8 octobre, cette lettre devait rester secrète. « Mais un fait nouveau est intervenu, explique le député-remplaçant : l'ouverture d'une information judiciaire contre M. Soustelle. » En effet, un autre fait nouveau n'avait pu survenir : la mort du général au Petit-Clamart.

La traversée de Paris

Il est toujours agréable d'avoir un roi à Paris. Cela fait pavoiser la Concorde et encombre l'Opéra. On a vu monter les escaliers de ce chef-d'œuvre de l'architecture par des hommes et des femmes qui avaient



« Qui suit Olaf V ? »

renoncé à leur individu pour ne plus représenter que leur classe. Ainsi des habits et des robes de soirée escaladèrent l'Opéra. On savait que les robes étaient signées et que, bien sûr, le prestige français s'accrochait à ces robes.

Pour Olaf V de Norvège. Qui suit Olaf IV. Comme son cortège était suivi, dans Paris, par des milliers d'automobilistes, coincés entre Saint-Paul et la Bastille simplement parce que son véhicule automobile accomplissait une marche arrière sur le terre-plein des Invalides.

Les rois, malgré leur simplicité et la légitimité de leurs ardeurs dominatrices, sont des êtres particuliers. Ils sont véritablement supérieurs au reste de l'humanité et leur rôle est réellement de protéger ce reste contre les grandes calamités qui visent à l'anéantir.

Ils sont accordés au peuple par le bon Dieu et c'est Lui qui les envoie sur la Terre.

Les visites royales à Paris doivent donc se faire en hélicoptère.

Quinzaine d'action laïque

29 septembre-13 octobre

La quinzaine a commencé samedi dernier par une journée nationale de visite des écoles par les délégués cantonaux. C'est également le samedi 29 que devaient avoir lieu les réunions présentant le message du C.N.A.L. à l'approbation des parents : en fait, elles seront échelonnées tout le long de la quinzaine. Le thème, en cette période de rentrée, est la dénonciation de l'insuffisance des moyens mis à la disposition de l'école publique (budget, locaux, maîtres). Le C.N.A.L. a choisi délibérément une action extrêmement décentralisée : c'est ainsi que toutes les manifestations auront lieu à l'échelon des établissements scolaires et que, dans la Seine par exemple, aucune manifestation centrale n'est prévue. Ce peut être une bonne occasion pour créer des A.P.E. là où elles n'existent pas et

pour faire rompre des A.P.E. de lycées et collèges avec la fédération Léotard qui ne soutient pas cette action : de toute façon, il est important d'assurer à la quinzaine un soutien actif qui assure son succès et qui oblige à de nouveaux développements de l'action laïque. Bien que le C.N.A.L. soit très discret sur ses perspectives d'avenir, il est à souhaiter que les laïques, au repos depuis le rassemblement de Vincennes et la pétition, utiliseront à l'avenir les armes dont ils disposent : projet de réforme Langevin-Wallon, nationalisation de l'enseignement et sa gestion tripartite (associant l'administration, les collectivités locales et les enseignants). Avoir établi ce programme est bien, le populariser largement, le diffuser de façon détaillée est mieux. Il faut prendre conscience à la fois que le combat laïque ne peut se dissocier de la lutte contre le gaullisme et qu'on ne peut pas non plus nourrir d'illusions sur les tenants de la « démocratie renouée », c'est-à-dire d'une VI^e République parlementaire bourgeoise : ils promettent tout dans l'espoir d'un soutien électoral puis s'empressent de sacrifier la laïcité sur l'autel de l'« union la plus large » (entendez avec les cléricaux qui, paraît-il, sont de gauche). N'oublions pas que les premières lois antilaïques Barenge-Marie sont antérieures au régime gaulliste. Le fait même que la question : « Dans la perspective d'un renouveau de la démocratie, la laïcité est-elle un élément de division ? », se soit posée au congrès du S.N.I., et que l'unanimité n'ait pu se faire, justement parce que le contenu de cette démocratie « renouée » restait problématique, donne matière à réflexion.

G. Deville-Cavellin.

A propos des élections sénatoriales

LA S.F.I.O. a crié victoire. Elle a prétendu avoir deux élus supplémentaires, MM. Tournan (Gers) et Vignon (Guyane). Moins de huit jours après ce bulletin, elle doit déjà engager la procédure d'exclusion contre le deuxième.

Elle se console avec le nombre de voix. Mais, dans ce domaine, son succès est aussi fort contestable.

Elle devait normalement progresser dans tous les départements où elle avait des sortants : le corps électoral étant le même, il avait tendance à confirmer le succès probable. D'autre part, dans les Bouches-du-Rhône, trois listes au lieu de quatre étaient en présence, dans la Haute-Garonne, les socialistes n'avaient pas de concurrents sur leur droite, dans le Finistère une liste commune socialo-radical avait été constituée et dans l'Eure-et-Loir un seul candidat socialiste se présentait.

Si l'on compare ce qui peut vraiment se comparer, c'est-à-dire les résultats dans les départements où la S.F.I.O. présentait des candidats à tous les sièges comme elle en avait présenté en 1959, sans avoir de sortants ni dans un cas ni dans l'autre, soit donc dans l'Ain, l'Aisne (encore n'y avait-il plus de candidat radical en 1962), l'Aube, l'Aveyron, la Charente, la Charente-Maritime, la Côte-d'Or, les Côtes-du-Nord, le Doubs, l'Eure, l'Ille-et-Vilaine, on s'aperçoit qu'elle a gagné 270 suffrages et en a perdu 228, soit un gain de 42. Mais elle n'avait, en 1959 et en 1962, qu'un seul candidat pour quatre sièges en Gironde. Elle y a perdu 205 voix. Son gain se transforme alors en perte de 163 suffrages desquels il faudrait déduire 16 voix dans l'Indre, où elle n'avait également qu'un candidat. En dernière analyse, si l'on ne tient pas compte du gain des sortants, qui s'explique facilement, la S.F.I.O. a perdu 157 voix.

Dans les Côtes-du-Nord

L'examen attentif des chiffres du scrutin sénatorial nous procure une certaine satisfaction si nous les comparons à ceux de 1959.

L'addition des voix obtenues pour chaque candidat des deux listes de droite de 1959 donne : 2.574 voix.

Les trois listes de gauche (P.S.A., P.C., S.F.I.O.) avaient bloqué : 1.643 voix.

En 1962, ces chiffres sont devenus respectivement : 2.483 et 1.650 voix. Il y a donc un très léger progrès de la gauche, qui apparaît mieux si on le calcule en pourcentage, le nombre des suffrages exprimés étant différent en 1959 et en 1962.

La gauche a repris 1 p. 100 des voix environ, passant de 38,96 p. 100 à 39,92 p. 100. On ne pouvait guère espérer d'évolution plus spectaculaire dans un collège électoral pratiquement inchangé.

Mais, le fait essentiel du scrutin, en dehors d'une stabilité d'ensemble prévisible, c'est le progrès du P.S.U.

Notre liste a obtenu cette fois une moyenne de 298 voix (895 pour les trois candidats) contre 264 en 1959 (792 en tout). Son pourcentage passe de 18,78 à 21,65, soit un gain de près de 3 p. 100.

Ce gain a été obtenu grâce au léger progrès de la gauche, mais surtout par un déplacement de voix à l'intérieur de la gauche, aux dépens des communistes, et surtout de la S.F.I.O., qui passe de 9,62 à 7,97 p. 100.

Ainsi, notre parti apparaît encore plus nettement à la tête de l'opposition républicaine.

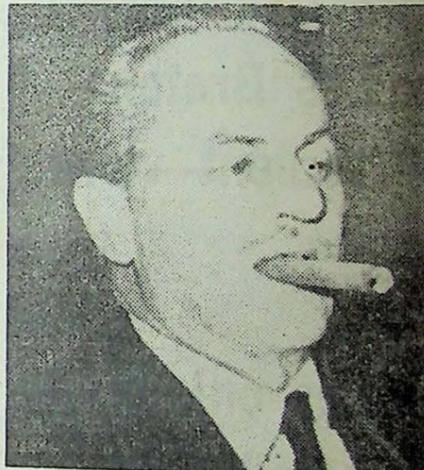
J. G.

Le feu d'artifice

M. DARRYL ZANUCK a invité le général-ambassadeur Gavin à la première projection de son film « Le Jour le plus long », au palais de Chaillot.

Le général Gavin a été un acteur important du débarquement du 6 juin 1944, qui a été reconstitué sur l'écran par le général Zanuck.

La présence de l'ambassadeur Gavin entraînant celle du Tout-Paris, tout Paris rentra à Paris. Comme le film retraçait le débarquement toute l'armée fut représentée à l'entrée du



ZANUCK : toujours avec son cigare.

théâtre, à l'intérieur et à la sortie. Il y eut même un général allemand. Et c'était vrai que les Allemands avaient joué un rôle important dans le débarquement allié.

Le billet de Jean Binot :

Le scrutateur

« LA manquait au régime, et les féaux devaient en souffrir. Mais grâce soient rendues au féal Grandval, qui vient d'y parer en proclamant le dogme de l'infaillibilité gaullienne.

Ce M. Grandval, présentement ministre du monarque a défini la chose en termes absolus : « Je vous demande d'accepter d'admettre l'élection du président de la République au suffrage universel, comme vous le demande le chef de l'Etat après avoir scruté l'avenir avec son esprit souverain qui ne s'est jamais trompé ».

Jean XXIII a de quoi se montrer jaloux, lui dont l'infaillibilité ne s'exerce qu'entre d'étroites lisières... Notre homme à nous scrute souverainement l'avenir, comme le déclare le théologien de service !

Alors, plus besoin de Parlement, de conseils et autres collèges superflus ! Le scrutateur voit tout, prévoit tout, règle tout. Vive le Scrutateur infaillible et suprême !

Ça rappelle tout à fait le slogan d'une maison de pompes funèbres, à Chicago : « Mourez ! nous nous chargeons du reste ! »

Le véritable terrain de bataille

LA Télévision, les radios, les journaux y compris sont partisans du « Non », s'ingénient à faire croire aux Français que le référendum du 28 octobre sera un règlement de compte entre la V^e et la IV^e République, entre de Gaulle et les partis.

Car, comme dans les précédents référendums de janvier 1961 et d'avril 1962, tous les commentateurs reconnaissent que la question posée n'a en elle-même qu'une importance secondaire.

Qui pourrait croire que le référendum du 28 octobre règlera par avance la question de la succession de de Gaulle, alors que la solution dépendra du rapport de forces du moment ?

Mais pourtant, le prochain référendum risque d'influer sur le rapport de forces. Car, en réalité, l'objectif réel du général de Gaulle est d'abattre, d'humilier les « partis », d'en finir avec l'opposition parlementaire, c'est-à-dire, en définitive, de poursuivre son œuvre de dépolitisation des Français et de destruction de tout système représentatif pour justifier par le plébiscite son pouvoir personnel. C'est pourquoi l'hostilité au plébiscite va de soi pour tout démocrate.

*

Faut-il pour autant accepter le terrain de combat que propose de Gaulle et que semblent accepter si facilement Guy Mollet, Monnerville, Paul Reynaud et la plupart des autres parrains de la Constitution de 1958 ? Opposer à de Gaulle et au renforcement du pouvoir personnel la coalition de l'Alma et le retour plus ou moins larvé de la III^e République, c'est tomber dans le piège de de Gaulle et c'est même faire son jeu. Mollet, Reynaud et quelques autres dont Pflimlin, à cette époque, semblent avoir oublié combien est tom-

bée à plat leur parade constitutionnelle au moment du 13 mai, lorsqu'ils ont essayé de voter en hâte une réforme constitutionnelle tendant déjà au gouvernement de législature avec une dissolution automatique assortie de clauses vidant cette dernière de toute signification. Une telle parade purement parlementaire et reposant sur une coalition dite d'union nationale allant de la S.F.I.O. aux Indépendants, même si elle est assortie de déclarations de Maurice Thorez en faveur de l'union de tous les républicains, n'est en rien capable d'entraîner la masse des Français dans la bataille.

Les rappels historiques sur la lutte des républicains contre Mac-Mahon en 1877 ne font que rendre plus sensible le côté caricatural de la révolte contre de Gaulle de ceux qui ont couvert son installation au pouvoir. Car enfin, c'est en mai 1958 et non pas en octobre 1962 qu'a été instauré en France le pouvoir personnel. Et il est difficile de croire qu'octobre 1962 puisse effacer mai 1958.

Cela ne signifie pas que nous voulions rejeter hors de l'opposition au régime ceux qui ont dit « oui » en 1958 et qui ouvrent les yeux aujourd'hui. Mais encore faut-il les ouvrir vraiment et ne pas se battre de telle manière qu'on fasse le jeu de l'adversaire.

Il est possible de marquer un coup sérieux contre le régime dans les prochaines batailles, à la condition qu'on ouvre devant les Français une perspective de remplacement autre que celle d'un gouvernement Monnerville-Pinay-Mollet appuyée sur une majorité parlementaire dont chacun est à même d'apprécier la stabilité et la cohésion.

Cette perspective ne peut être celle que d'une solution à gauche conduisant au socialisme.

S'il est manifeste aujourd'hui que la plus

grande partie des militants des organisations syndicalistes et paysannes et que la majorité des jeunes ne se sentent pas concernés directement par la prochaine bataille du référendum, c'est que le plan de bataille de l'opposition parlementaire est mauvais. Les pourparlers entre Reynaud et Mollet sont de nature à démoraliser l'opposition au lieu de l'encourager à la lutte.

Il est vrai que, dans le même temps, Mollet a essayé de faire croire contre toute réalité qu'il poursuivait des discussions avec un certain nombre de syndicats. Mais on ne triche pas très longtemps avec la situation réelle.

La seule perspective qui puisse mobiliser l'opinion est celle d'une confrontation d'ensemble de la gauche — partis, syndicats et mouvements — pour dégager un programme sur les points essentiels et d'abord, évidemment, sur la question des institutions.

Beaucoup commencent à comprendre que la formule parlementaire classique ne répond plus aux exigences de la société moderne et que, par conséquent, elle n'a plus de racines suffisantes dans les pays autres que des débris. La démocratie économique et la construction d'une société socialiste sont la seule perspective qui permettra d'abattre le régime technocratique sous sa forme gaulliste ou sous les formes qu'il peut revêtir. Cette perspective commence à apparaître, mais les conditions du succès ne sont pas encore réunies. Elles dépendent d'un long travail et, d'abord, de l'action à long terme de notre parti et de l'influence de cette action et de ces idées sur les autres forces politiques et syndicales de la gauche. C'est dans cette perspective que le P.S.U. situera son combat contre le pouvoir personnel et son opposition au régime présidentiel.

Jean Verliac.

LA CONTRE-ATTAQUE DES NOUVEAUX ANTI-GAULLISTES

PEU-ETRE, au moment où ce numéro de notre journal parviendra à nos lecteurs, les données de la bataille du référendum seront-elles profondément bouleversées. En effet, en quelques jours, de nombreux éléments nouveaux sont intervenus.

L'opposition parlementaire, brusquant son attaque, a renoncé provisoirement à engager un débat sur son contre-projet constitutionnel et a déposé, dès mardi, jour de la rentrée parlementaire, une motion de censure contre le gouvernement Pompidou. Or le temps est bien révolu où les opposants feignaient de ne point diriger leurs coups contre de Gaulle et se donnaient l'air de ne s'en prendre qu'à son Premier ministre. Cette fois, il est évident que l'attaque contre le gouvernement n'est qu'un moyen de procédure pour engager les hostilités contre de Gaulle lui-même et contre son projet de révision et son recours au plébiscite. Voilà déjà une première équivoque levée.

Mais cette attaque n'est-elle qu'un simulacre de bataille ? Ou sera-t-elle vraiment conduite avec la sincère résolution d'obtenir le succès, c'est-à-dire le renversement de Pompidou et, par voie de conséquence, la

dissolution de l'Assemblée nationale ? La réponse aura été donnée jeudi, puisque le scrutin sur la motion de censure a été fixé à ce jour.

Sans nous laisser entraîner au jeu périlleux des pronostics, nous pouvons au moins affirmer que les signataires de la motion de censure se sont condamnés eux-mêmes à tout faire pour réussir, faute de quoi ils courraient le risque de se déconsidérer et, ce qui est à nos yeux infiniment plus grave, ils auraient fait le jeu de celui qu'ils combattent.

En effet, dans les jours qui ont précédé la rentrée parlementaire, les nouveaux anti-gaullistes ont multipliés les manifestations d'hostilité, accusé la brutalité de leurs condamnations, rallié de nouveaux renforts ; bref, ils se sont comportés comme s'ils voulaient donner le sentiment qu'une ferme résolution les anime. L'événement le plus retentissant a été le congrès radical marqué par le discours de Monnerville, président du Sénat, qui accusait le gouvernement de forfaiture. Dans le même temps, on constatait que les hésitations du M.R.P. cédaient à un courant d'hostilité. Leur secrétaire général et leurs présidents de groupes du Sénat et de l'As-

semblée se joignaient aux pourparlers Mollet-Paul Reynaud. Les fédérations départementales, l'une après l'autre, votaient des résolutions favorables au « non » ; même Pflimlin, que l'on avait dit favorable au « oui », se voyait entraîné par sa fédération du Bas-Rhin.

On avait ainsi, au début de la semaine, l'impression que, décidément, de Gaulle n'était plus soutenu que par l'U.N.R. et que tous les autres partis se coalisaient contre lui.

Si, après tout ce remue-ménage, des défections se produisaient le jour du scrutin et si, de ce fait, la censure n'était pas votée, l'opinion ne manquerait pas de juger fort sévèrement cette offensive et de n'y voir qu'une simagrée. Le Parlement en subirait un discrédit supplémentaire qui ferait regagner à de Gaulle les points qu'il a incontestablement perdus ces derniers jours.

Si, inversement, la censure était votée — ce qui, si l'on fait l'addition des effectifs des groupes, devrait logiquement se produire — de Gaulle se verrait contraint de prononcer la dissolution. Des élections devraient avoir lieu en même temps, ou à peu près, que le référendum. Or, il est manifeste, depuis le

printemps dernier, qu'il tenait à remporter d'abord sa victoire plébiscitaire pour ne faire des élections qu'après avoir contraint les partis à une nouvelle reculade. Le vote de la censure serait donc incontestablement un coup pour lui.

De Gaulle, cependant, si la censure est votée, ne manquera pas de contre-attaquer en présentant les nouveaux attaquants comme de simples partisans du retour au passé, incapables de se mettre d'accord sur un programme de véritable renouveau démocratique. La vigueur et la soudaineté inattendues de l'antigaullisme de Mollet, Paul Reynaud, Maurice Feure auront bien du mal, en effet, à faire oublier les responsabilités qu'ils portent dans l'instauration d'un pouvoir personnel et autoritaire. Gagner une bataille parlementaire n'est certes pas négligeable ; mais c'est surtout la bataille dans le pays et devant le suffrage universel qu'il faudrait gagner.

P. L.

Directeur-Gérant : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
62-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

Menaces de licenciements à St-DIZIER

Saint-Dizier, 4 octobre

Après Remington et la General Motors, l'International Harvester France de Saint-Dizier (Haute-Marne), ex-Cima, usine de machines agricoles et en particulier de tracteurs, qui emploie 2.500 ouvriers, menace de licencier 120 d'entre eux. Périodiquement — et actuellement encore — l'horaire hebdomadaire de travail est de 32 heures, des licenciements plus importants ont déjà eu lieu et l'I.H.F. est la plus importante usine de la cité — laquelle compte 35.000 habitants — mais aussi de la région.

Ces menaces causent, on s'en doute, un grave émoi dans la population. Aussi, le 25 septembre, les syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C., et C.G.C. convoquaient tous les élus, représentants des partis politiques, d'organisations de jeunesse, philosophiques, de l'Union Commerciale et Industrielle, des H.L.M., etc. à une réunion d'information où ils dirent clairement ne pas comprendre ces menaces de licenciements alors que l'entreprise vient d'investir des sommes considérables (1).

C'est pourquoi ils demandèrent à tous l'engagement de tout faire pour s'opposer aux licenciements, et en particulier au maire de Saint-Dizier, M. Laurent, de réunir le conseil municipal afin que celui-ci prenne également position. Ce à quoi M. Laurent (ex-S.F.I.O.) répondit qu'il n'en voyait pas l'utilité, le conseil ne pouvant débattre sur du vent !

Par contre, M. Laurent et M. Hanier, député indépendant, se répandirent en longs palabres humanitaires. Pour eux, il s'agit essentiellement d'un problème humain où chacun doit faire montre des plus nobles qualités de cœur, mais auquel il ne faut surtout pas mêler la politique.

Le représentant de notre parti tint cependant à rectifier le tir. Car le problème de l'I.H.F. n'est pas seulement un problème humain, mais aussi et surtout un problème économique et politique. Les licenciements, les réductions d'horaires, la misère des ouvriers sont le lot du capitalisme. Les travailleurs doivent donc s'unir pour le renverser.

Dans l'immédiat, il faut faire jouer la solidarité ouvrière ainsi que la solidarité des couches de la population indirectement touchées par la crise, notamment les commerçants. C'est d'ailleurs ce que les syndicats ont compris qui ont demandé à tous les présents de constituer un « Comité de défense des salariés de l'I.H.F. » et qui organisent, lundi 1^{er} octobre, un meeting afin de mobiliser la population bragarde tout entière.

Là encore, notre parti sera présent.

(1) « Le Monde » du 29 septembre signalait, en outre, que la production de tracteurs étant à peu près égale en France par rapport à celle de l'an dernier, les ventes étaient à fin juillet supérieures de 2,5 u. 100 à celles de juillet 1961.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV)
SUF. 19-20

Rédaction :

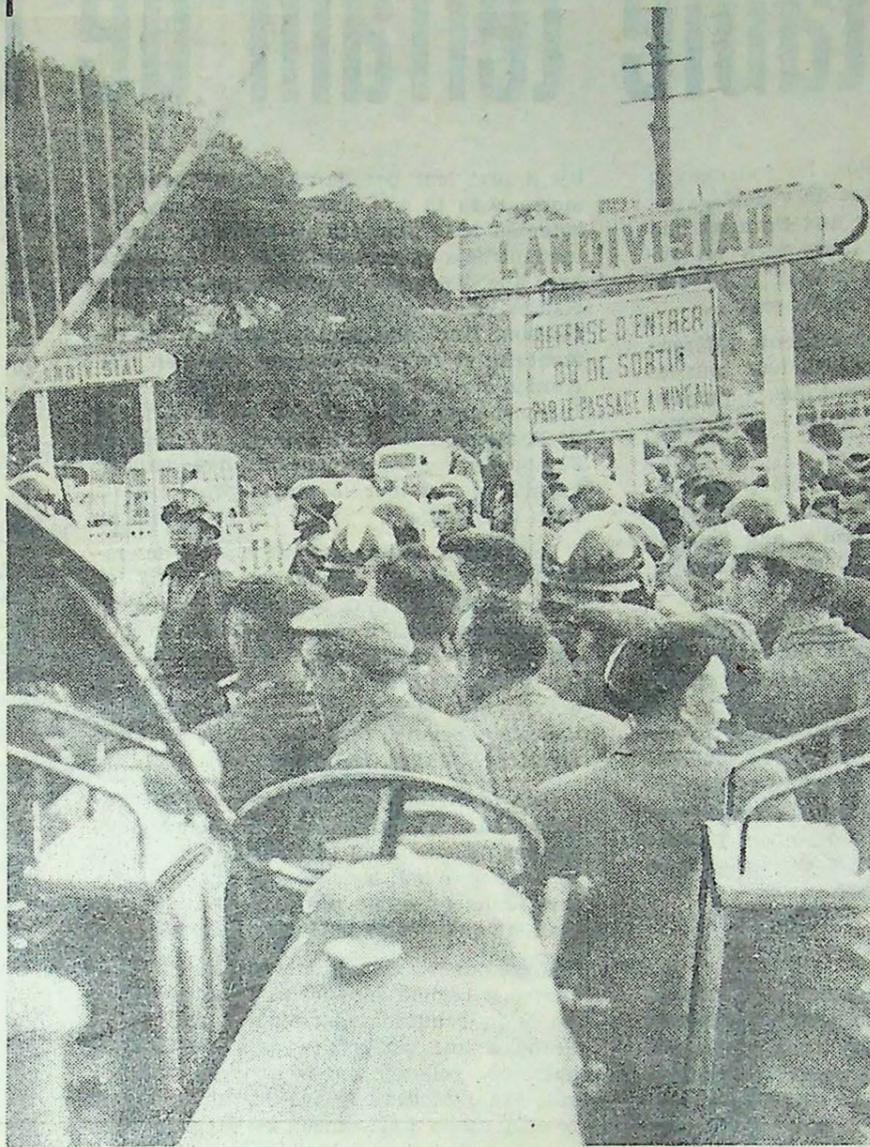
8, rue Henner
Paris (IX)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e.

LES BRETONS VEULENT VIVRE



(A.D.P.)

A Landivisiau (Finistère), les manifestants ont arrêté les trains.

UNE fois encore, la Bretagne occupe la première page des quotidiens. Cependant, il ne s'agit plus actuellement de « bataille de l'artichaut », de barrages de routes. Pourquoi cette répression de l'agitation ? Le mécontentement est né de la décision du gouvernement d'appliquer le 1^{er} octobre une réforme du tarif de la S.N.C.F. Or, cette réforme qui a pour but de proportionner le tarif au coût réel de chaque ligne pénalise des départements de l'Ouest. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. D'autant que le gouvernement avait promis il y a tout juste un an de moderniser les chemins de fer bretons. Ainsi, non seulement les promesses du pouvoir n'ont pas été tenues (comme toujours), mais encore les mesures actuelles aggravent une situation économique déjà difficile.

En réalité, le problème tarif n'est qu'un aspect d'une question beaucoup plus générale : le sous-développement économique de la Bretagne préoccupant aujourd'hui tous les milieux économiques de la région. Dans ces conditions, l'unité la plus large n'a pas eu de mal à se réaliser, que ce soit dans les manifestations de Rosperden, Landivisiau, Plouaret, Guimamp, ou dans les réunions protestataires qui ont groupé plusieurs milliers de manifestants à Quimper ; Morlaix. Afin d'enrayer le ma-

laisse, le gouvernement est revenu sans tarder sur sa décision : la réforme des tarifs ne s'appliquera pas aux départements bretons, non plus qu'au Massif-Central et aux Basses-Alpes. Est-ce vraiment une victoire des manifestants ? Ce n'est pas si sûr que cela, car l'application de la réforme avantage de toute façon certaines régions et surtout les agriculteurs risquent de faire les frais de l'opération, si bien que le front uni des intérêts se trouve rompu de fait ; la recule gouvernementale profitera aux grosses industries, elle désavantagera encore plus la paysannerie et le commerce.

Loin de nous de critiquer la large unanimité qui vient de se réaliser, mais il nous faut reconnaître qu'elle n'est pas sans ambiguïté. La lutte a été impulsée principalement par le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB), présidé par Pleven. Les animateurs du CELIB représentent d'ailleurs les milieux capitalistes que les intérêts des travailleurs des champs et des villes. D'autre part, l'agitation en milieu paysan n'est pas sans présenter quelques relents de dorgérisme. Finalement, la droite pourrait profiter beaucoup plus de la lutte présente que les milieux populaires. Il convient donc que la gauche — partis ou syndicats — s'unisse pour mettre sur pied

un programme cohérent de réformes.

Quelques principes généraux apparaissent dès maintenant : réalisation d'équipements collectifs au profit des agriculteurs et des pêcheurs ; aide aux formes d'agriculture et de pêche de groupe, implantation d'usines nouvelles, politique de l'emploi, développements des moyens de communications et des équipements socio-culturels. Tout cela impose de repenser la planification régionale qui doit être démocratisée par la participation authentique des syndicats. En même temps, les revendications ouvrières doivent être satisfaites, de façon que le pouvoir d'achat des masses s'accroisse. Sur le plan national, les Bretons doivent peser pour que la coordination du rail et de la route s'effectue au bénéfice des entreprises nationales.

En bref, nos camarades devront démontrer partout que le problème breton — qui prend des dimensions tragiques — n'est qu'un aspect particulier d'un ensemble général, celui de mener à bien une politique cohérente d'aménagement du territoire dans une perspective socialiste. Toute autre solution ne saurait être que démagogique et vouée rapidement à l'échec. C'est dire que la bataille politique ne peut être négligée.

J.-C. Barigel.

Le Gouvernement lâche un peu de lest

UNE coquille m'a fait dire dans mon article sur les syndicats face au rendez-vous d'automne que les organisations syndicales étaient soucieuses de réduire les écarts existant dans le secteur privé entre les salaires « promis » et les salaires effectivement pratiqués. En fait, il s'agit de rapprocher de ceux-ci les salaires conventionnels qui leur sont souvent inférieurs mais couvrent l'ensemble des travailleurs d'une branche d'industrie. En ce qui concerne les abattements de zone, les abattements existant en province — surtout dans les régions sous-développées — sont souvent très supérieurs aux abattements légaux, ce qui rend difficile leur compression dans le secteur privé.

Ainsi que nous le laissons prévoir, le gouvernement semble devoir jeter un peu de lest avant le référendum et peut-être avant les élections. C'est ainsi que des pourparlers sont ouverts avec les syndicats de l'E.G.F., à la S.N.C.F., à la R.A.T.P. A la S.N.C.F., comme à l'E.G.F., une augmentation de 4,25 p. 100 du salaire de base interviendrait à partir du 1^{er} janvier 1963 et une indemnité de 7,5 p. 100 serait payée au mois de novembre. Cependant les syndicats trouvent ces propositions insuffisantes et les pourparlers continuent. Il serait aussi question d'une nouvelle prime de productivité et d'un examen annuel de salaires au mois de juin. Mais dans le protocole qui pourrait être signé à ce sujet les syndicats devraient s'engager à ne recourir à la grève « qu'une fois épuisées toutes les possibilités de négociation ».

Par ailleurs, en attendant l'augmentation du S.M.I.G. et la réduction des abattements de zone annoncées pour la fin de l'année, le gouvernement a décidé une majoration des allocations familiales de 4 p. 100 au 1^{er} décembre et de 4 p. 100 au 1^{er} juillet prochain. Il avancerait également les améliorations prévues pour les pensions des personnes âgées (minimum de 1.600 NF annuels contre 1.200 actuellement).

M. Combes.

La Confédération Nationale d'action économique

LA Conférence nationale d'action économique du P.S.U. s'est tenue à Paris les 29 et 30 septembre. Introduite par un rapport de Pierre Belleville sur la stratégie économique du Parti, suivi d'un exposé de Maurice Combes sur les rapports partis-syndicats, elle a donné lieu à des débats intéressants et animés. Des militants des trois centrales étaient présents (dont plusieurs secrétaires de fédérations d'industrie) et ont pu confronter leurs expériences. Citons parmi les principales interventions, celles de Barthod (Peugeot-Sochaux), de Beregovoy et de Marquis (Electricité et Gaz de France), de Serratrice et de Galien (métallurgie Isère), de Rino (employés), de Bodeau (S.N.C.F.), de Michel André (Rhodacéta), de Chazalette (qui a évoqué les luttes menées chez Berliet à Lyon), de Lavezi (qui s'est fait l'avocat des sections d'entreprise), de Mého (Travaux publics).

Pierre Le Brun (C.G.T.) a souligné la similitude des positions des centrales en ce qui concerne les rendez-vous d'automne, mais a mis en garde les syndicalistes contre certaines attitudes apparemment bienveillantes du pouvoir à leur égard. Il a souligné qu'il ne saurait y avoir de politique véritable des revenus sans planification démocratique, et s'est prononcé pour un nouvel appel en faveur de l'unité syndicale.

Dans sa réponse aux interventions, Pierre Belleville a insisté sur la nécessité de « donner une dimension économique aux luttes sociales et une dimension politique aux luttes économiques ».

La conférence a voté à l'unanimité, moins une voix, les résolutions dont on peut prendre connaissance dans la rubrique « Vie du Parti ». D'autre part, chacun des deux rapports présentés à la conférence fera l'objet d'une double page de « Tribune Socialiste » et pourra ainsi être soumis à la réflexion de nos camarades.

M. C.

ALGÉRIE :

Le Régime se met en place

AVEC la mise en place de son assemblée constituante et la constitution du gouvernement, l'Algérie paraît avoir clos la période d'incertitude et de troubles qui a suivi la proclamation de l'indépendance et s'est prolongée tout l'été.

Ainsi que nous l'avions prévu, la lassitude des masses populaires et leur désir de sortir à tout prix de la confusion ont à la fois évité la guerre civile et joué en faveur de ceux qui avaient en main quelques atouts.

Mais il apparaît déjà que cette adhésion n'est pas synonyme de confiance inconditionnelle et que les nouveaux gouvernants, s'ils veulent consolider leur pouvoir, auront à faire preuve en même temps de beaucoup d'habileté politique et de compétence technique pour amorcer une solution des problèmes les plus urgents.

Quelques manifestations

Sans doute est-il impossible d'apprécier l'importance et la consistance d'une opposition larvée et diffuse qui, non représentée à l'assemblée constituante, s'est limitée à quelques manifestations peu probantes. Il semble pourtant que l'U.G.T.A., par exemple, ainsi que l'U.G.E.M.A., pour avoir adopté pendant la crise une attitude de neutralité, n'aient été en aucune manière amenés à participer à la constitution des équipes actuellement prépondérantes.

Seront-elles ultérieurement amenées à s'intégrer ? ou, au cas contraire, seront-elles le noyau d'une opposition dans le pays ? On ne peut évidemment que poser la question. On constate, d'une part, que si la dé-

Les membres du Parti partant en Algérie pour travailler : médecins, enseignants, etc., sont priés de communiquer leur adresse, dès leur arrivée en Algérie, à la Commission Nationale de Solidarité, 8, rue Henner, Paris 9^e.

signation du président de l'Assemblée constituante comme l'élection du chef du gouvernement n'ont apporté aucune surprise, il est apparu que les députés, malgré le système des listes uniques, ne formaient pas un bloc inconditionnellement docile au pouvoir exécutif. Deux faits sont à retenir en effet.

D'une part, tant pour l'élection de Ferhat Abbas à la présidence de l'Assemblée que pour la désignation de Ben Bella comme chef du gouvernement, une opposition, faible sans doute s'est manifestée dès les premiers scrutins. Cinquante-quatre voix ont manqué à Ben Bella.

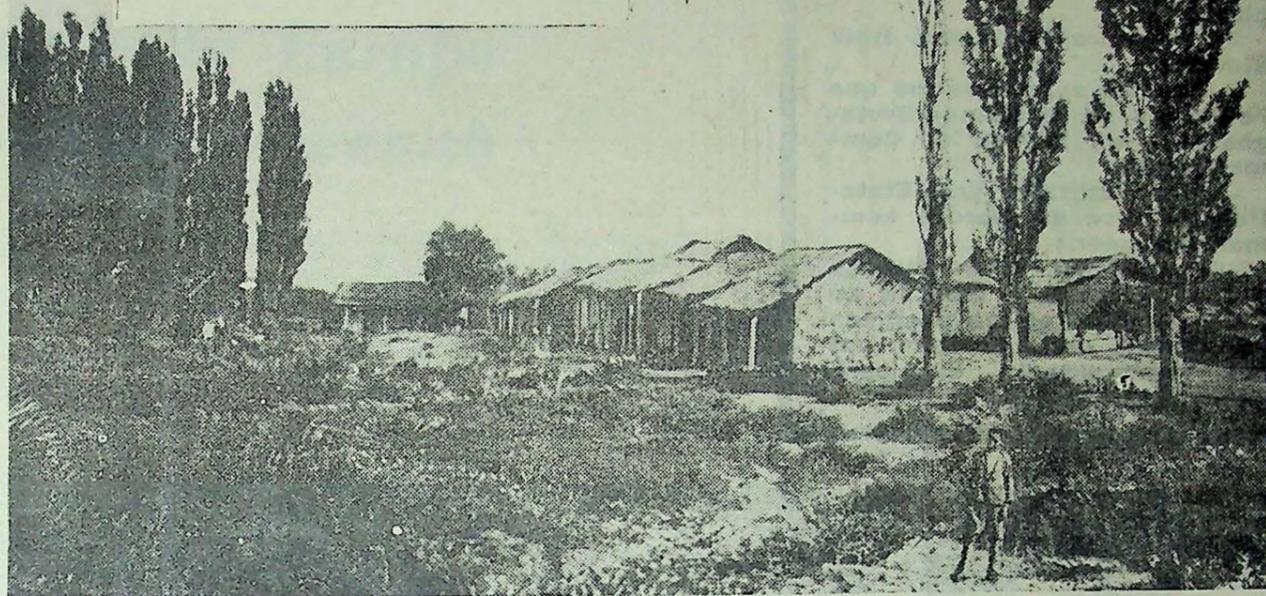
De faibles indices

D'autre part, et le fait est beaucoup plus significatif, les députés, au cours de la première séance, ont refusé d'adopter sans délai de réflexion et sans discussion un projet de résolution qu'avait préparé le bureau politique. L'opposition s'exprimant par les voix de Ait Ahmed et Belkacem Krim, notamment, a marqué un point en obtenant que le bureau politique procède à certaines modifications de son texte initial. Il apparaissait ainsi que, dans certains cas l'opposition, malgré sa faiblesse numérique, pourrait entraîner l'Assemblée à exercer un authentique contrôle.

Il ne s'agit pas bien sûr de simples indices dont la portée ne doit pas être exagérée. On peut seulement en conclure qu'une ligne de partage entre majorité et opposition n'apparaît pas encore nettement tracée, ni à l'Assemblée ni dans le pays.

Pierre Luguet.

ARGENTINE



(Roger Viollet)

Les Gorilles seront-ils battus ?

LE titre de série noire convient assez bien à la situation actuelle de l'Argentine.

Les « Gorilles » sont les « durs » de l'armée et de la marine, qui depuis la chute de Péron, et surtout celle de Frondizi qu'ils avaient provoqué, faisaient la loi en Argentine, de « Pronunciamiento » en « Pronunciamiento ».

Les « Bleus » qui viennent de les vaincre sont constitués par une autre fraction de l'armée : « les légalistes », qui souhaitent une démocratie modérée.

Mais avant d'en arriver aux événements de ces derniers jours, faut-il sans doute faire un retour en arrière.

De la chute de Péron à celle de Frondizi

La chute de Péron avait été l'œuvre de forces très contradictoires. Partisans de transformations radicales des structures, et nationalistes déçus. Militaires ambitieux, et capitalistes liés aux intérêts américains. Communistes jusqu'alors poursuivis et radicaux partisans d'une démocratie parlementaire.

Toutes ces forces se maintinrent en équilibre pendant le temps de la junte militaire que présidait le général Aramburu, jusqu'à l'arrivée du Président Frondizi, leader de la gauche radicale, qui avait groupé autour de son programme de réformes modérées, l'ensemble de la gauche argentine.

Mais en fait, ce qui semblait « un pas en avant » ou la recherche d'une voie médiane s'avéra bien vite décevant. Frondizi mena une politique hésitante, qui ne satisfait personne. Espérant désarmer les militaires de droite, il ne cessa de leur donner des gages. Représentant d'une bourgeoisie timidement réformatrice, il ne voulait pas céder aux exigences plus révolutionnaires des forces populaires.

Les prix ne cessant de monter, et les salaires étant loin de suivre, le péronisme allait retrouver une audience très grande.

En mars 1962, après que la C.G.T. se soit réunifiée sous la direction des péronistes, ces derniers enfin autorisés à se présenter aux élections législatives, obtinrent plus de 30 % des suffrages et plus important encore huit sièges de gouverneur sur 17.

Frondizi là encore allait hésiter. Il ne voulait pas de l'appui des péronistes et des forces syndicales. Mais il essayait de résister aux pressions de plus en plus fortes des « Gorilles » de l'armée.

Ceux-ci finirent par faire un coup

d'Etat, le 19 mars, en déposant Frondizi, et mettant au pouvoir le président Guido.

Au bord de la banqueroute

Les « Gorilles » commencèrent par imposer un certain nombre de mesures draconiennes. Dissolution du Parlement, statut des partis, tendant à mettre hors la loi les péronistes, réglementation du droit de grève tendant à l'interdire, etc.

Mais ils comptaient sans la résistance des syndicats et l'agitation sociale. Des grèves constantes ont paralysé la production et les services publics. L'anarchie gagne. Les capitaux fuient. La balance commerciale révèle un déficit considérable, qui ne cesse de s'aggraver.

Face à cette situation, une fraction de l'armée, dirigée par le général Oaigitia, appuyée par les Américains devait intervenir à son tour. L'administration américaine soucieuse de développer sa politique « d'Alliance pour le Progrès » voyait avec déplaisir l'anarchie gagnée le pays.

Ce cadre ne pouvait être que favorable en effet à la propagande du « castrisme » dont on sait qu'il est devenu le danger principal pour les Etats-Unis, dans toute l'Amérique Latine.

Un nouvel équilibre très fragile

Déclenchant une action préventive, avec l'appui de certaines forces de la gauche modérée, les « Bleus » après une bataille rangée à Buenos-Aires, même, ont gagné cette première bataille.

Une vaste épuration de l'armée et de la marine est en cours, et de prochaines élections ont été annoncées, sans qu'il soit encore précisé si les péronistes et les communistes seront autorisés à s'y présenter.

C'est dire que le nouvel équilibre est fragile.

En fait, nous retrouvons ici des problèmes qui sont ceux de toute l'Amérique du Sud. Du Brésil au Pérou, du Venezuela au Guatemala, semaine après semaine, des coups de force se produisent qui traduisent le même déséquilibre.

L'ère des « pronunciamientos » que l'on croyait d'opérette est largement dépassée.

L'Amérique Latine entre dans une nouvelle phase

Christian Guerche.

Les enjeux de la bataille du Mississippi

LA partie engagée par le président Kennedy et les autorisés fédéraux du Mississippi a une importance capitale.

D'abord, bien entendu, le premier enjeu est le même qu'en 1957 à Little-Rock : il s'agit de savoir si, contre la résistance encore puissante des Etats du Sud, les lois sur l'intégration scolaire et universitaire seront appliquées, si le fait sera progressivement modifié par les dispositions juridiques et législatives.

D'ores et déjà, il semble bien qu'à cet égard, un premier point s'est déjà marqué : le jeune noir, James Meredith, a pu pénétrer dans l'université d'Oxford et s'y faire inscrire. Son cas a la valeur d'un symbole : il signifie la volonté, quelles que soient encore (et pour longtemps) les résistances des racistes, des autorisés fédéraux de lutte contre la ségrégation.

Cela signifie aussi que ces autorités ne s'engageraient pas avec autant de résolution si elles ne se sentaient pas soutenues par une large fraction de l'opinion.

Mais la présence du général Walker à la tête des insurgés du Mississippi donne à l'affaire d'Oxford une autre coloration. Il ne s'agit pas seulement de lutte contre le racisme. Il s'agit aussi de lutte contre les ultras de la droite américaine, ceux qui voudraient ressusciter Mac Carthy, organiser de nouveau « la chasse aux sorcières », entraîner le pays dans une croisade anticommuniste et antisocialiste, et tout d'abord dans une croisade contre Cuba.

On ne doit pas oublier, en effet, que le général Walker a été limogé, il y a quelques mois, pour avoir tenté de répandre ses idées dans l'armée américaine. Il est le président de la « John Bird Society » qui, on le sait, succédant à feu Mac Carthy, voit partout des agents communistes à dénoncer et à pourchasser.

NOTRE journal a déjà consacré une étude aux problèmes que pose à l'agriculture française l'organisation progressive du Marché commun.

Il nous a paru nécessaire aujourd'hui d'aborder non pas certes tous les problèmes que soulève le développement de la « Communauté Economique Européenne », du moins ceux que l'actualité a poussés au premier plan.

On trouvera ci-dessous trois études :

— sur les répercussions que l'adhésion de la Grande-Bretagne aura sur l'avenir du Commonwealth ;

— sur l'attitude des Etats-Unis en face du Marché commun européen ;

— enfin, sur la conférence qui s'est tenue à Moscou au cours de l'été et les positions adoptées à cette occasion par les représentants du parti communiste italien.

PROBLÈMES DU MARCHÉ COMMUN

L'adhésion de la Grande-Bretagne : le risque de provoquer une crise

LE temps transforme la politique internationale. En ce sens on peut déjà parler de « rapport historique » du Marché commun et du Commonwealth. Nés en 1957, les rapports ont connu en douze ans un tournoiement de situation dont l'histoire est secrète.

Rappelez-vous : 1950, c'est l'année des premiers « balbutiements européens », le début du triumvirat démocratique : Schuman, Gasperi, Adenauer. L'« idée » européenne n'est pas encore que l'apanage des politiques et gouvernementaux restreints, sujet de conversation fort prisé dans les salons, rien de plus. Les premiers succès effectués auprès des Britanniques sont que négatifs : c'est l'indifférence polonaise qui a gagné la guerre. Son économie est restée toute intacte. Qu'aurait-elle fait de cette galère continentale, composée de pays économiquement affaiblis.

Son destin croit-elle, et avec elle le Commonwealth, est plutôt de jouer un rôle de médiateurs entre les blocs, de jeter un pont entre l'Est et l'Ouest. Là se situe son rôle, sa dimension de puissance mondiale.

Les problèmes de décolonisation ne peuvent se régler sans trop de peine. La zone sterling ne se porte mal, mal, merci, les Premiers britanniques naviguent entre Washington et Moscou, est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

De l'inquiétude à la peur

Le 25 juillet 1952, le traité instituant la Communauté européenne Charbon et Acier (C.E.C.A.) entre les Six, entre en vigueur. L'Angleterre reste de glace.

Le 25 mars 1957 sont signés à Rome les mêmes pays les deux traités qui ont donné naissance au Marché commun et à l'Organisation pour l'économie européenne. Pour la première fois sans doute, les Britanniques dressent l'oreille. Entre-temps s'est réalisé le « miracle allemand », évident que le Royaume-Uni ne voit pas sans inquiétude s'organiser à sa porte un marché commun de quelque 170 millions de personnes. Les succès de progression économique et de développement de la production placent la Grande-Bretagne au quatrième rang mondial, loin derrière l'Italie, l'Allemagne fédérale, la France. Mais les Anglais ne croient pas encore à l'unité politique de l'Europe.

En moins de trois ans, le Marché commun (en tant bien sûr que construction économique) est devenu une réalité qui inquiète le capitaliste, donc avec toutes les



C'était le mois dernier, lors de la conférence du Commonwealth, à Londres...

Entre les Etats-Unis et le Marché commun, il n'y a que la guerre



EN face du Marché commun et, plus généralement, de l'unification européenne, l'attitude américaine s'inspire d'une fameuse formule : « Ce qui est bon pour les Etats-Unis est bon pour l'Europe, et ce qui est bon pour l'Europe est bon pour les Etats-Unis ».

Il n'y a pas à ce sujet de différence entre la politique officielle de Washington et la conviction de l'homme de la rue. Jean Monnet, qui s'est fait l'ambassadeur bénévole de l'unité européenne, reçoit le même accueil chez le président Kennedy que quiconque vient parler du Marché commun dans un club de Tucson (Arizona) ou de Milwaukee (Wisconsin).

Ce qui inquiète les Américains, dans le monde, ce qui les gêne et les irrite, c'est ce qui ne leur

ressemble pas. Réorganiser le monde sur le modèle des Etats-Unis, voilà qui les rassure et suscite d'emblée leur sympathie. Même si l'existence de deux grands marchés économiques, de deux ensembles politiques de puissance équivalente pose des problèmes.

En fait, les problèmes sont déjà posés. Le président Kennedy a obtenu le 19 septembre, par 78 voix contre 8, carte blanche du Sénat pour résoudre ces problèmes. Au début de l'année, dans son « message sur l'état de l'Union », qui est une déclaration d'intentions gouvernementale pour l'année, à l'usage du Parlement, il avait demandé des pouvoirs spéciaux pour discuter avec les Six du Marché commun, dont il soulignait qu'avec le renfort de la Grande-Bretagne, il constituerait « une économie presque égale à la nôtre ».

Le 24 janvier, dans un message spécial, il avait précisé les termes généraux d'une « loi d'expansion du commerce » destinée à remplacer le programme d'accords commerciaux datant de 1934 et qui venait à expiration le 30 juin.

A la même époque, Kennedy soulignait, lors d'une conférence de presse : « Nous exportons vers le Marché commun pour 1 milliard 100 millions de dollars, et nous en importons pour 200 millions de dollars ». Cela revenait à dire que le problème, pour l'Amérique, si elle veut continuer d'exporter vers un ensemble de pays désormais unis et organisés, est d'abaisser ses propres frontières commerciales devant les produits de ces pays. L'Amérique est contrainte de s'adapter à la réalité nouvelle qu'est le Marché commun. Elle se met en devoir de le faire.

Le vote du Sénat américain, le 19 septembre, donne au président tous pouvoirs pour négocier avec les pays du Marché commun la suppression réciproque des droits de douane pour les produits sur lesquels les échanges des deux partenaires (Marché commun et Etats-Unis) représentent 80 p. cent ou plus du commerce mondial.

Comme corollaire de cette libéralisation : le président reçoit les pouvoirs nécessaires pour prendre des mesures d'aide en faveur des industries et des tra-

vailleurs qui seraient touchés par de nouvelles importations.

On le voit donc : pour l'Amérique, s'adapter à l'existence du Marché commun, cela signifie aussi se mettre à l'école de l'Europe. Car, les mesures d'aide envisagées, si on peut leur trouver des précédents (en particulier dans le coûteux système de garanties dont bénéficie l'agriculture), ne sont pourtant pas dans la ligne de la « libre entreprise » américaine.

Dès le début de mars dernier, un accord tarifaire avait été signé à Genève entre les Etats-Unis et la Communauté européenne. C'était la pièce maîtresse d'une série d'accords bilatéraux négociés au G.A.T.T. depuis le 1^{er} septembre 1960. Il en résultait une réduction de 20 p. cent et plus des droits de douane (notamment pour l'importation d'automobiles européennes) consentie par les Etats-Unis, en échange de concessions beaucoup plus limitées du côté européen.

Il avait fallu l'intervention personnelle du président Kennedy pour que soient inclus dans l'accord une quarantaine de produits

MARCHÉ COMMUN

Grande-Bretagne à la Petite Europe l'éclatement du Commonwealth

que nous, socialistes, devons y apporter) s'avère une réussite. Dès lors se pose avec force par un enchaînement logique, le problème de l'unification politique. Ce que l'Angleterre a, au cours de son Histoire, toujours le plus redouté : l'unité de l'Europe continentale, est donc en train de s'accomplir. Pour le clairvoyant Macmillan il ne peut être question de s'opposer à cette Europe en formation, sous peine de se voir impitoyablement éliminé. Déjà, Washington louche vers le nouveau bloc. Le boudeur et méprisant Royaume-Uni des années 50 devient solliciteur.

Destin du Commonwealth

Le Commonwealth, mosaïque d'Etats décolonisés plus ou moins récemment et liés entre eux, avait toujours partagé et même encouragé la politique anglaise d'abstraction à l'égard de l'Europe. Cela pour deux raisons fondamentales :

1) Une raison politique : nombre d'entre ces pays sont « neutralistes » (Inde, Ceylan, etc.). Or, l'Europe des Six leur paraît, à juste titre, le fer de lance du bloc atlantique. D'où leur répugnance de s'en approcher.

2) Une raison économique : la Grande-Bretagne leur accorde dans le cadre du Commonwealth des tarifs préférentiels qu'elle ne pourra plus leur assurer après son adhésion au Marché commun, donc à un tarif douanier commun.

Aussi l'annonce d'un éventuel rattachement du Royaume-Uni à la Petite Europe soulève-t-elle une tempête de protestations chez les membres de la Communauté britannique. Pour l'Angleterre se joindre aux Six devient à terme une question de vie ou de mort. Mais parallèlement cette adhésion ébranle l'existence de l'« Empire » et risque de porter dans l'immédiat un coup sérieux à la zone sterling. C'est le choix déchirant.

Car même si, grâce à la souplesse de sa structure, le Commonwealth n'éclate pas brutalement, il n'en demeure pas moins guetté par la désagrégation. Privé, ne serait-ce que partiellement de tarifs préférentiels, le « Commonwealth blanc » (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande) va s'orienter de plus en plus vers la zone d'attraction américaine. C'est dans la logique géographique. Le « Commonwealth noir », sous-développé, refuse, lui, pour des raisons politiques de suivre Londres. Il voit dans l'Europe un « club de riches » et, qui pourrait le leur repro-

cher ? l'ombre menaçante du néo-colonialisme. Il soudra davantage son sort à quelque organisation du Tiers Monde comme le groupe de Casablanca. Enfin, le « Commonwealth asiatique » appelé, au fur et à mesure que la Grande-Bretagne s'europanisera, à « vivre sa vie », bref à exister en autarcie continentale.

C'est dire que le destin politique et économique du Commonwealth paraît précaire. Mais peut-on avancer que l'« Europe » tue véritablement le Commonwealth ? Je ne le crois pas. En 1952, si l'on considère les grands courants politiques mondiaux et leur évolution, le Commonwealth a quelque chose de fondamentalement artificiel. C'est devenu si vous voulez sur le plan international, une sorte de collaboration de classes avec tout ce que cela comporte de factice. Riches et pauvres se côtoient mais ne peuvent confondre leurs intérêts. L'« Europe » n'a donc fait qu'accélérer un processus historique inéluctable. Les pays du Commonwealth perdront de toute façon du champ à l'égard de la « métropole ».

Le vrai problème

Il est vrai que l'eau va à la rivière. La comparaison Marché commun - Commonwealth est bien une illustration de l'injustice de la Communauté européenne du monde. A eux seuls les 170 millions d'habitants de la Communauté européenne sont près de deux fois plus riches que les 700 millions d'hommes du Commonwealth, Royaume-Uni compris.

L'affaiblissement inévitable du Commonwealth risque donc d'accentuer encore la division du monde en nations « bourgeoises » et en nations « prolétaires ». C'est pourquoi, et c'est là le vrai problème, l'aide aux pays sous-développés, ceux du Commonwealth et les autres devrait être l'une des tâches primordiales de la « Communauté élargie ». Mais, cette juste répartition de richesses, l'Europe actuelle ne nous semble pas suffisamment désintéressée pour l'effectuer. Le néo-colonialisme est vraiment chose trop tentante pour l'économie capitaliste « européenne ». A moins que, par son élargissement toujours plus grand, par l'adhésion de pays politiquement indifférents au profit (Yougoslavie, pays scandinaves), cette Europe prenne enfin le visage généreux de la solidarité. Cela dépend un peu de nous tous.

Georges Batelier.

des problèmes qui peuvent être résolus

la réduction des droits de...
placait au-dessous du « pe...
(c'est-à-dire du niveau...
mêmes produits de fabrica...
nationale cessaient de pou...
concurrencer les produits im...
avait des résistances. Il y en...
encore. Cependant, le prési...
de la grande centrale A.F.L.-...
Georges Meany, ne manifes...
la réaction protectionniste...
tionaliste qu'adoptent les...
listes britanniques. Il se...
ça pour une politique de...
obilisation tarifaire », bien...
salaires américains, « les...
vés du monde », soient un...
de certains hauts prix de...
aux U.S.A.

économique avait acquis un droit...
spécial à la faveur d'une catégorie...
très importante d'Américains : les...
financiers, qui ont fait d'énormes...
investissements en France, en Al...
lemagne, en Italie, etc. Au point...
que les capitaux américains con...
trôlent une fraction substantielle...
de l'industrie automobile euro...
péenne.

L'Europe n'ayant guère de chan...
ces d'exporter, dans un avenir pré...
visible, des capitaux aux Etats...
Unis, il n'y a pas, de ce point de...
vue, collaboration entre égaux...
mais danger de colonisation finan...
cière. Certains projets de « mar...
ché commun atlantique » paraiss...
ent exprimer cette tendance du...
capitalisme américain à mettre...
l'Europe sous sa dépendance fi...
nancière. L'Europe peut se défen...
dre contre une telle tendance. Elle...
le peut d'autant mieux que le...
Marché commun existe comme...
élément d'économie consciente...
En outre, les capitaux qui passent...
l'Atlantique font défaut à l'Amé...
rique pour les gigantesques inves...
tissements que requièrent sa...
modernisation, sa reconversion à...
moderne de l'automatique. Ce pro...
blème est publiquement exposé...
aux Etats-Unis. Du côté européen,

les avertissements n'ont pas man...
qué (par exemple : Walter Ball...
stein en mai, lors d'une tournée...
de conférences aux U.S.A., après...
Valéry Giscard d'Estaing, le...
29 mars à l'American Club de Pa...
ris) : une libéralisation du com...
merce Europe-U.S.A. n'est pas...
possible sans disciplines com...
munes.

L'Amérique peut avoir d'autres...
craintes pour l'avenir. La princi...
pale est que l'élargissement de la...
Communauté européenne et l'in...
dépendance économique croissan...
te de l'Europe joue au détriment...
de la solidarité atlantique, renfor...
ce l'influence des neutres, mène...
en définitive à un neutralisme...
européen. C'est là, pour le mo...
ment, un danger qui paraît aux...
Etats-Unis lointain et théorique.

Les Américains constatent que...
le Marché commun est une réus...
sité éclatante. Ils considèrent...
l'Europe comme un partenaire à...
leur mesure. Ils se sentent soula...
gés des soucis que leur donnaient...
la faiblesse et la division de l'E...
urope. Ils se demandent comment...
ils peuvent s'associer à la prospé...
rité européenne et s'y adapter.

Paul Parisot.

Les partis communistes essayent de combler le fossé



PENDANT très long-temps les communistes, comme d'ailleurs une grande partie des socialistes de gauche d'Europe occidentale, se contentèrent de porter une condamnation globale sur le

Marché commun, « machine de guerre inventée par les Etats-Unis pour mieux contrôler leurs alliés et pour s'opposer au renforcement de l'Union soviétique sur le plan international ». On pensait que la Communauté Economique Européenne en gestation était surtout un instrument de guerre froide qui ne pouvait avoir des racines économiques profondes dans la réalité ouest-européenne et pouvait par conséquent être très vite réduite à un rôle épisodique et secondaire suivant les hauts et les bas de la politique de coexistence pacifique.

Ces vues par trop schématiques qui correspondaient à de vieilles habitudes de pensée et à une fixation trop unilatérale sur le problème des rapports U.S.A.-U.R.S.S. furent mises à l'épreuve très rapidement. Les tentatives de la Grande-Bretagne pour saboter la Communauté Economique Européenne, puis pour lui créer une concurrente sous la forme de la petite zone le libre-échange, puis enfin la capitulation de celle-ci et sa demande d'adhésion montrèrent, s'il en était besoin, que des intérêts matériels, commerciaux et financiers considérables se trouvaient en jeu au-delà même des rapports Est-Ouest.

Aussi, avec quelque retard, les partis communistes se sont-ils préoccupés de combler le fossé qui séparait la réalité de leurs vues politiques et théoriques sur l'intégration européenne. Une conférence scientifique qui se tint à Moscou, fin août, début septembre, permit aux courants les plus en pointe de formuler brutalement un certain nombre de thèses inhabituelles, mais fait tout aussi significatif, la majorité des participants se trouva d'accord pour donner une nouvelle analyse que l'on peut esquisser de la façon suivante :

1. Le Marché commun correspond à une évolution sociale et économique réelle. Il s'agit d'une tentative des grands monopoles privés et étatiques pour dépasser le cadre national où les forces productives sont à l'étroit ;

2. Le Marché commun n'est pas simplement la somme arithmétique des marchés nationaux des pays qui font partie de la Communauté ; en fonction d'une concurrence renforcée, les grands monopoles cherchent à s'assurer une part plus grande du marché, ils accélèrent la modernisation des entreprises et l'emploi de la technologie nouvelle ;

3. Le Marché commun intensifie la concentration et la centralisation de la production et des capitaux, par là il renforce la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée (groupes d'individus) des moyens de production ;

4. Le Marché commun aggrave les inégalités de développement à l'échelle internationale ; il tend à créer un bloc des forts sur le plan économique, capable de dicter ses conditions commerciales aux faibles des pays en voie de développement ;

5. Le Marché commun ne résout pas et ne peut résoudre le problème central de l'utilisation rationnelle et optimale des forces productives à l'échelle internationale, car le programme et l'orientation qualitative de la production continuent à dépendre de la recherche du profit, moteur de l'économie capitaliste.

Face à cette réalité internationale, la plupart des partis communistes pensent, comme le montrent les débats, qu'il faut une réponse internationale. Mais les contours de cette réponse internationale sont loin d'être clairs.

Les Italiens parlent d'« alternative démocratique internationale », ce qui implique l'idée d'opposer au Marché commun une organisation économique européenne socialiste, capable de planifier le développement économique et les rapports économiques de l'Europe, mais malheureusement ils ne vont à peu près jamais au bout de leur raisonnement et en restent au niveau de certains problèmes concrets :

— égalisation par le haut des salaires et des avantages sociaux ; problème du travail féminin ; problème de la circulation de la main-d'œuvre.

Cela montre que la clarté est encore loin de régner sur tous ces problèmes et que la question fondamentale de la mise au point d'un véritable programme de transition à l'échelle européenne faisant le pont entre les revendications immédiates des travailleurs européens et la solution de rechange autocaliste n'est pas encore résolue.

J.-M. Vincent.

TRIBUNE DE DISCUSSION pour la préparation du Congrès national (1^{er}-2-3-4 novembre 1962)

NOTRE journal, organe hebdomadaire du P.S.U., ouvre dans ce numéro une tribune de discussion en vue de la préparation du prochain Congrès national, qui va s'ouvrir le 1^{er} novembre prochain, à Alfortville.

Nous commençons aujourd'hui par les articles de camarades signataires de certaines motions déjà publiées dans le courrier P.S.U. Dans chacun des numéros paraissant au mois d'octobre, une place sera réservée à la poursuite de la discussion ainsi amorcée.

Il va de soi que notre journal, en raison du peu de place dont il dispose et de son caractère d'organe destiné à une diffusion aussi large que possible hors du parti, ne pourra envisager la publication d'articles trop longs.

Engager la bataille pour la démocratie

Le débat qui s'ouvre n'est ni artificiel ni personnel; après plus de deux ans d'expérience on ne peut éluder davantage certaines options concernant l'orientation du Parti et les structures les plus propres à permettre d'avancer vers les objectifs que le Parti se sera fixés.

Cependant, pour certains de nos camarades, ce débat viendrait trop tôt; il faut remarquer qu'ils appartiennent tous à des fédérations en croissance. Or, il y a un problème à l'échelle nationale, car le Parti ne peut pas être une confédération de fédérations.

Pour d'autres camarades, ce débat vient trop tard, soit qu'ils n'aient pas repris leur carte, soit qu'ils aient perdu tout espoir. En effet, le succès souligné, à juste titre, de Rouquette à Decazeville, et de Mazier à Saint-Brieuc, ne doivent pas masquer les départs de Magnez de Montceau-les-Mines, d'Albert Sauve de Toulon, et d'André Phillip. Ce n'est pas un problème nouveau: déjà, ni Alverguat ni Lavau n'étaient, à travers l'U.G.S., parvenus jusqu'au P.S.U. Dans certaines fédérations nous ne retrouvons plus les artisans de la création du P.S.A. et les tenants de la fusion avec l'U.G.S. Il faut, certes, faire la part des mutations professionnelles et des cas personnels qui expliquent parfois ces effacements, mais trop souvent il s'est agi d'une lassitude devant des méthodes contraires au respect des diversités qui font l'originalité du P.S.U.

Le P.S.U. ne peut survivre que s'il conserve ensemble tous ceux qui l'ont créé, ou qui y ont adhéré depuis. Les nouveaux adhérents doivent pouvoir connaître les expériences antérieures des uns et des autres. Un parti est un ensemble humain qui doit être à l'image de la nation dans toutes ses générations. Etudiants et lycéens doivent s'ajouter aux militants plus éprouvés et non pas les remplacer, nombre pour nombre.

Entreprise humaine et non pas succédané d'une entreprise mission-

naire, le Parti doit faire face aussi bien aux problèmes à court et moyen terme.

Or, dans le combat à court terme s'inscrit dans l'immédiat le combat pour la démocratie, cette démocratie que le pouvoir s'approprie à entraver et que l'opinion, jusqu'à présent anesthésiée, défend mal. S'il est vrai que les structures sociales de la France sont en mutation, il n'en demeure pas moins que le rôle d'un parti politique, tout en s'adaptant à ces mutations, est la recherche d'un dialogue global avec les citoyens afin de convaincre le peuple et d'obtenir de lui la confiance. On ne peut à la fois se réjouir du succès de Mazier et récuser, même tacitement, le régime représentatif. On ne peut combattre de Gaulle qu'en exigeant le renforcement des pouvoirs au peuple et de ses représentants.

Cette bataille est engagée et nous devons y prendre part. Sinon ce sera ou la défaite, ou le retour à la IV^e République en ce qu'elle avait de faible, d'instable et d'impropre à résoudre les problèmes de la France moderne. Se réserver serait faire à la fois le jeu du gaullisme et des états-majors politiques les plus justement décriés. C'est pourquoi le Parti doit être en mesure de faire des propositions claires en ce qui concerne les institutions qu'il préconise et recherche autour de ses thèmes la plus large alliance possible.

L'« approfondissement » du Front socialiste est une digne entreprise, mais elle ne peut nous dispenser des tâches immédiates, et en particulier d'une action pour l'union de la gauche sur quelques objectifs limités et précis.

Le perfectionnisme et l'intégrisme conduiraient à un isolement confortable pour l'esprit, mais parfaitement inefficace.

Le P.S.U. doit être un parti utile à la démocratie et au socialisme et non pas seulement à la bonne conscience de ses militants.

Alain Savary.

Pour sortir de la confusion

LES membres du Parti ne protestent pas seulement contre la longueur et la multiplication artificielle des textes. Ils protestent — et fort légitimement — contre le fait qu'une bataille confuse risque de les empêcher de discuter des vrais problèmes et de préparer dans de bonnes conditions un congrès d'où devrait sortir une politique claire et des propositions constructives.

Le Parti a le droit de juger les actes de sa direction. Lorsque cette direction a été solidaire dans la quasi-totalité de ses décisions, son devoir est d'affronter collectivement les critiques. Chacun peut reconnaître qu'il s'est trompé. Nul ne saurait laisser entendre qu'il était en désaccord avec des mesures qu'il a approuvées sinon proposées.

Ne pas se disperser sur des querelles subalternes

Le Parti a également le droit d'exiger d'être mis en présence des options les plus importantes qu'il aura à trancher, afin de ne pas disperser son attention sur des querelles subalternes. Or, le peu de discussions qui s'est instauré au Bureau National, puis au C.P.N., avait mis en lumière trois questions fondamentales: celle de notre conception de la démocratie, celle de nos structures, et enfin celle de la composition sociale du Parti. Malheureusement, les textes qui ont été publiés par la suite ont eu tendance à déguiser les oppositions qui s'étaient manifestées, à les déformer à travers des procès d'intention et à rendre ainsi plus difficiles les choix que doit faire le parti.

Lorsque Alain Savary déclarait avec une franchise dont nous lui savions gré: « Pour beaucoup d'entre nous, la rupture avec la S.F.I.O. a été une rupture avec un appareil et non pas avec une idéologie », lorsqu'il nous mettait au défi de définir une troisième voie entre l'idéologie communiste et l'idéologie social-démocrate, il nous posait un véritable problème et nous obligeait à lui donner une réponse plus claire et plus complète que celle que nous avions jusque-là fournie. Mais quand vint le temps des motions, tout cela fut estompé, et on préféra laisser entendre que notre critique du régime parlementaire classique conduisait à un refus de

toute institution représentative. Ce qui est une contre-vérité flagrante car, pour nous, la démocratie socialiste verra précisément la multiplication et non la disparition des institutions représentatives, tout en favorisant le développement de la démocratie directe. Il ne s'agira plus simplement d'élire des députés une fois tous les cinq ans, mais de nommer les membres des nombreux organismes qui contrôleront les centres réels de décision et qui assureront une véritable gestion collective de l'économie. Quant à la désignation de l'exécutif et de l'Assemblée législative, elle devra se faire directement sur le plan national et non pas à travers des circonscriptions électorales qui ne correspondent plus aux réalités politiques et économiques, mais qui constituent, en revanche, le meilleur champ de manœuvre pour les notables de la bourgeoisie. On peut, bien entendu discuter de telles perspectives, mais il est impossible de les confondre avec des positions anti-démocratiques. Pas plus qu'il est possible de les assimiler à une pratique réformiste. Pour nous, la démocratie moderne, c'est la démocratie socialiste. Et c'est en précisant ses objectifs, en des termes simples et intelligibles par tous, que nous ferons mûrir dans les masses l'idée du nécessaire renversement du capitalisme.

Des structures vieilles de quarante ans

Cette conception de la démocratie, qui nous est propre et qui permet à nos yeux de surmonter la traditionnelle opposition entre le parlementarisme et la dictature du parti unique, doit évidemment avoir des répercussions sur l'organisation du P.S.U., sur ses méthodes et sur son style. Nos structures actuelles sont, en fait, celles d'un parti socialiste d'il y a trente ou quarante ans. Il faut changer cela, avec prudence et avec méthode sans doute, mais aussi avec une indiscutable volonté d'aboutir. Ici encore, on nous fait un procès d'intention. Nous voudrions, paraît-il, « bolcheviser » le parti, étouffer en son sein la démocratie, nous servir des sections et des groupes d'entreprises, comme autant de pions à la disposition d'une direction omnipotente. Nous protestons contre ces accusations indignes, et nous nous inquiétons de la confusion et de l'incertitude que recouvrent de telles attaques. Car enfin, veut-on oui ou non rendre le parti efficace? Veut-on lui permettre de mieux utiliser l'immense capital que consti-

tuent les syndicalistes qui lui ont donné leur adhésion? Veut-on enfin lui permettre d'améliorer sa composition sociale?

Ce dernier point est extrêmement important. Il a déjà été souligné dans la résolution de Clichy, mais, faute de structures adaptées à nos buts, faute d'une direction où soient suffisamment représentés les animateurs des luttes sociales, et faute surtout d'une politique qui offre à la classe ouvrière des mots d'ordre et non pas seulement des analyses, cette orientation n'a pas été traduite dans les faits. Le congrès devrait nous permettre de faire un pas décisif dans cette voie. A la condition, bien entendu, que là aussi on aborde les vrais problèmes et qu'on ne cherche pas à opposer artificiellement le renforcement de notre base ouvrière à la poursuite de notre progression au sein des couches sociales que le développement du capitalisme moderne commence à faire évoluer vers des positions socialistes.

Cerner les divergences importantes et réduire les oppositions secondaires

Nous répétons que nous avons, dès le début, souhaité un débat clair, que nous avons multiplié les initiatives et les démarches afin de cerner les divergences importantes, et de réduire les oppositions secondaires. Nous sommes encore prêts à entreprendre tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter que des affrontements se produisent sur des questions de sensibilité ou sur des clivages hérités du passé. Il y a cependant une chose que nous n'accepterons pas: c'est que les problèmes trouvent leur règlement après que les sections et les fédérations auront voté, après que le congrès se sera

prononcé, c'est-à-dire au moment où tout se ramènera à des questions de dosage et de personnes, et non à des discussions politiques. Cette méthode anti-démocratique jetterait en effet encore davantage de trouble dans le parti et condamnerait sa direction à l'immobilité. Nous demandons donc au parti de se prononcer aussi clairement que possible. Le dilemme est simple: ou il y aura une majorité et une direction cohérente, ou il y aura la confusion et l'impuissance.

Edouard Depreux
Gilles Martinet

PIERRE HULIN

rendez-vous
sur la terre

roman

« Un livre comme on en lit peu, un livre qui en fait attendre d'autres ». ANDRÉ WURMSER (Lettres Françaises)

« Un des traits intéressants de ce livre est qu'il évoque la guerre de 14-18 vue par les ouvriers d'usine... du populisme peut-être, mais intelligent ». ROBERT ESCARPIT (Le Canard Enchaîné)

nrf

POUR LA VOIE SOCIALISTE POUR L'UNITÉ DE TOUT LE PARTI

Le rôle du II^e Congrès est de définir les conditions concrètes d'application de la politique de Front Socialiste pour la prochaine période : le texte « C » que nous présentons à l'étude du parti fait des propositions d'action, de méthode, il réaffirme et précise notre conception du parti. C'est sur de telles options et non sur des orientations générales, promises dans l'avenir à des interprétations diverses et changeantes, que le parti doit se prononcer, sur elles que doit se faire la « majorité de gouvernement » dont les rédacteurs du texte « B » font leur préoccupation principale.

Mais quelle majorité ?

Celle du Conseil national de novembre 1961 à propos de l'initiative de P. Mendès-France, majorité qui jeta la confusion dans le parti et légitima les indisciplines récentes.

Celle du C.P.N. de janvier dernier qui décida de l'organisation, en priorité avec la S.F.I.O., de l'action anti-O.A.S. ?

Ou bien celle du Conseil national de mars qui, refusant le « oui » à de Gaulle, donna à notre parti un avantage tactique qui n'a pas été exploité ?

Sur toutes ces questions, la plupart des rédacteurs du texte « B » ont pris depuis un an des positions différentes des nôtres, mais identiques par contre à celles de certains signataires du texte « A », du camarade Savary par exemple.

Le Parti de l'unification socialiste

Un prétendu monolithisme du Bureau national n'aurait pas protégé le parti de ce que nous considérons comme des erreurs. Au contraire ! Il n'aurait pas davantage garanti le respect de ce minimum de discipline sans lequel se corrompt toute vie démocratique.

Mais surtout, s'agissant d'un parti comme le nôtre, unificateur de divers courants du socialisme français, nous mettons solennellement les militants en garde contre un péril extrême : la prétention d'aboutir par tous les moyens, sous prétexte d'efficacité, à une direction prétendument monolithique conduira en fait le parti à la division et à l'éclatement.

Cette prétention est d'autant plus déplacée que notre définition d'une plate-forme doctrinale est à peine ébauchée : nous sommes en pleine recherche et nul ne peut se flatter, en cette affaire, d'être détenteur de la « vérité du parti ».

A notre avis, la ligne de force de la politique de Front Socialiste, c'est de rassembler les

couches sociales salariées et la paysannerie d'exploitation individuelle pour la conquête du pouvoir politique et les transformations fondamentales de structures économiques.

Réformisme parlementarisme et réformisme technocratique

Cette perspective est en fait abandonnée dès lors qu'on fixe pour seul objectif à l'action socialiste (texte « A ») d'associer « directement les secteurs économiques et sociaux à la direction de la Nation », c'est-à-dire au système de « démocratie représentative ». En centrant son effort vers de proches solutions institutionnelles, le parti abandonnerait en fait la politique de Front Socialiste. C'est déjà l'objet du débat autour de propositions de P. Mendès-France l'an dernier, c'est ce qui nous oppose aux vues exprimées par les camarades du texte « A ».

Mais nous ne saurions admettre davantage que la ligne de force de notre lutte soit « la démocratisation de la gestion politique et économique et la conquête des centres de décision », « centres » que le texte « B » décrit ainsi : « conseils économiques, comités d'expansion, sociétés nationalisées et d'économie mixte, organismes de financement et de production ».

C'est toute la question : il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, sous le régime actuel, de contrôle réel des « centres de décision ». Par quel miracle les travailleurs pourraient-ils contrôler les « centres de décision », si la propriété même des « pôles de domination » économique leur échappait ?

Nous devons combattre ce glissement vers le réformisme technocratique avec autant d'énergie que le réformisme parlementariste du passé. Nous devons bousculer les vieilleries à prétentions novatrices qui substituent les problèmes de gestion, de consommation, de répartition au problème de l'appropriation collective des moyens essentiels de production et au problème de l'Etat.

Ces illusions sont essentiellement celles des couches techniques et gestionnaires, c'est-à-dire des nouvelles « classes moyennes ». Aligner la classe ouvrière, les travailleurs salariés les plus exploités sur les classes moyennes traditionnelles a été, au début du siècle, la caractéristique fondamentale de la social-démocratie, aujourd'hui en déperissement. Cette déviation devient celle du P.C. avec la tactique Thorez de « large union », c'est-à-dire

d'alignement sur la petite bourgeoisie radicale en 36, sur les éléments chauvins et gaullisants en 45.

Les directions de notre action

Dans les conditions d'aujourd'hui, et pour un parti qui attire — et il faut s'en réjouir — les éléments des « nouvelles classes moyennes », le danger serait d'épouser leurs illusions, de céder à leur inévitable tentation du compromis avec le régime établi. Nous ne discuterons ces couches au gaullisme que par un combat offensif et sans défaillance contre le régime du 13 mai, mais aussi par un travail prioritaire pour recruter les ouvriers d'industrie, pour orienter vers ce secteur un effort non seulement d'étude et de réflexion comme trop souvent jusqu'ici, mais d'action.

C'est pourquoi nous attachons une importance primordiale à la création d'un Centre de liaison avec les entreprises fonctionnant sous contrôle du Bureau national, c'est pourquoi nous ne pouvons suivre nos camarades du texte « B » lorsque, prenant le contrepied les directives de Clichy et adoptant presque textuellement la formule qui fut celle de la tendance « socialiste moderne » à l'époque, ils présentent comme prioritaire « notre recrutement parmi les couches nouvelles ».

De cette conception découle inévitablement une méthode sélective, c'est-à-dire restrictive du recrutement, considéré en fait comme un problème secondaire.

De là aussi l'indifférence pour les problèmes du principal courant ouvrier, le courant communiste, traité trop souvent comme un « feu à part », et notre inadmissible carence lors des débats provoqués par le XXII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

Conception du parti, ligne de force du Front socialiste, base de classe du parti, rapports avec le courant communiste, oui, sur tout cela le parti doit choisir. C'est à ce prix que nous pourrions, car il le faut, travailler et diriger ensemble. Que soient donc confrontées les trois grandes options qui s'offrent au parti. Que cesse l'inquiétante campagne pour discréditer une discussion que les signataires de ce texte, qui ont toujours été disciplinés dans l'action, estiment avoir le droit et le devoir de conduire à l'occasion du Congrès.

Suivons le principe, toujours valable, de Lénine : « Avant de nous unir, et pour nous unir, l'abord nous délimiter. »

J. Poperen.

NOTRE POINT DE VUE

Un mois et demi avant le deuxième Congrès, l'unanimité de façade de la direction vole en éclat.

Tout en maintenant et même en renforçant son gauchisme verbal, la majorité de la direction, groupée autour de Martinet, approfondit l'orientation droitiste du texte du projet de programme du C.P.N. qui a soulevé l'indignation du Parti.

Un groupe du C.P.N. autour de Poperen refuse ce glissement vers la droite.

Il apparaît intéressant, pour servir de lignes directrices à l'étude des textes par ailleurs fort touffus, d'exposer en quoi les positions de la tendance socialiste révolutionnaire se distinguent fondamentalement des courants issus de la majorité de la direction.

Le texte Martinet se voudrait la plate-forme d'une nouvelle vague socialiste.

Il préconise le recours à de nouvelles couches sociales : jeunes agriculteurs, techniciens, intellectuels intégrés dans l'appareil de production, cadres et agents (*Courrier du P.S.U.*, n° 24, page 12).

Il préconise l'orientation vers un nouvel axe d'action en passant de la lutte pour le pouvoir dans la seule direction du gouvernement et du parlement à la lutte pour la contestation et le contrôle à tous les échelons des nouveaux centres de décisions économique-politiques.

Le texte Poperen montre ce que ce pré-tendu modernisme emprunte au traditionnel réformisme.

La tendance socialiste révolutionnaire est bien naturellement d'accord sur ce point. Cependant, elle ne laisse d'être inquiète face à la similitude des silences de textes.

Dans l'un comme dans l'autre, le programme de transition est vidé de toute notion de lutte de classe ; il est symptomatique qu'après avoir critiqué les actuelles assises sociales du Parti, le texte Poperen ajoute : « Le mouvement socialiste doit aider ces couches sociales à surmonter leurs particularismes et leurs tendances technocratiques pour insérer leur action dans le cadre général de la lutte pour le socialisme ou l'ensemble des travailleurs salariés » (page 13). Or la classe ouvrière ne peut entraîner ces couches sans un programme révolutionnaire dont on ne trouve que des éléments épars dans le texte Poperen.

Dans l'un comme dans l'autre, le problème de l'Etat n'est pas posé : la prise du pouvoir n'est abordée dans le texte Poperen qu'en termes voilés et dans le domaine limité de la dissolution de la légion et autres unités spéciales de l'armée et de la police » (page 15). Quant aux moyens, le texte Poperen se contente de préconiser des organismes qui rappellent étrangement les G.A.R. (page 16).

Enfin, dans l'un comme dans l'autre texte, il n'est plus question de l'Algérie.

Or, sur ces trois points, la ten-

dance socialiste révolutionnaire prend des positions fermes.

Elle se refuse à toute variété plus ou moins moderniste de collaboration de classes ; elle met l'accent sur le recrutement ouvrier et met en garde contre la confusion qui consiste à ne voir dans les couches agricoles qu'une seule et même classe.

Elle met au premier plan le problème de la destruction de l'Etat bourgeois, non seulement par fidélité doctrinale, mais aussi parce qu'au temps du bonapartiste gaulliste, le problème est de la plus brûlante actualité. L'ennemi étant l'Etat bourgeois, elle préconise de l'atteindre aussi bien dans sa qualité que dans ses moyens de coercition. Sans le systématiser, elle ne recule pas devant le recours à l'affrontement physique ; elle entend par là lutter contre l'attentisme apeuré et la résignation de trop nombreux errants de gauche au sein ou en dehors du P.S.U.

Enfin, elle rejette la dangereuse hypocrisie de la non-intervention dans les affaires algériennes, qui ne peut faire le jeu de du néo-colonialisme. Elle réclame aussi bien le droit à alder que le droit à la « critique fraternelle », que le droit, enfin, d'apporter un soutien particulier aux tendances algériennes « qui manifestent l'attitude la plus conséquente dans l'action pour extirper les survivances impérialistes et colonialistes en Algérie » (page 25).

De ces divergences politiques, découle un diagnostic différent sur la situation interne du Parti. Qu'il y ait problème, le nombre même des tests et des « notes » le prouve. Cependant, le groupe Poperen, tout comme le groupe Martinet, n'y voit qu'un malaise diffus, d'ordre plus ou moins psychologique.

Pour la tendance socialiste « révolutionnaire », il s'agit d'une crise de direction et d'une crise politique. Nous ne pensons pas, comme le groupe Martinet dans un texte qu'il vient de citer, que l'absence d'élargissement du Parti s'explique de l'exactitude de ses thèses politiques. « Le fait d'adopter et de défendre des positions justes ne nous a pas permis et ne pouvait sans doute pas nous permettre d'approcher le niveau d'organisation et d'influence de grands partis traditionnels. » (*Courrier du P.S.U.*, page 8).

Nous pensons au contraire que c'est la mauvaise politique de la direction sortante qui a entraîné le découragement des militants.

Nous nous réjouissons des premiers pas timides faits sous la direction du groupe Poperen. Toutefois, se distinguer de cette politique sur quelques points ne suffit pas. La critique doit être globale et politique, comme l'a toujours été celle de notre tendance. Le redressement du Parti, c'est d'abord la clarification, c'est aussi l'application effective de la politique décidée par les congrès.

B. Larssonneur.

VOUS POUVEZ AIDER LE P.S.U.

à trouver les locaux qui lui
sont indispensables

Pour permettre à ses organismes de
travailler dans de bonnes conditions
Pour développer ses moyens d'orga-
nisation

**PARTICIPEZ A L'OPERATION
"LA MAISON DU P.S.U."**

Tous les amis et sympathisants qui ne l'ont pas encore fait, et qui en ont la possibilité, se doivent de souscrire une ou plusieurs parts à la Société Civile Immobilière en formation (part : 50 NF) En adresser le montant à Jacques BUENO, 3, allée Tristan-Bernard, à Pantin (Seine). C.C.P. 1752-01 Paris.

Faites circuler des listes de souscription. Cotisez-vous pour acquérir des parts.
Merci à tous.

Pour le bureau national,
Edouard DEPREUX.



Résolutions de la Conférence nationale d'action économique

La Conférence nationale d'action économique et des entreprises réunissant les militants syndicalistes adhérents au P.S.U. a examiné la situation du parti à la veille de son II^e Congrès.

Devant la multiplication des textes soumis aux militants, la conférence souhaite qu'un effort soit accompli de la part des auteurs des différentes motions afin de permettre des options claires.

Elle considère que la discussion sur l'orientation doit être la plus large, mais que cette règle démocratique ne doit pas entraîner la constitution de tendances figées qui risqueraient de mettre en péril l'unité du Parti.

Durant des années, la lutte pour la paix en Algérie a dominé notre action, tant sur le plan du Parti que celui des Syndicats. Aujourd'hui, la priorité doit être donnée à la fois à la lutte contre le Pouvoir personnel, et pour l'aboutissement des revendications ouvrières, face au renforcement du capitalisme, notamment au travers du marché commun et de la planification, telle qu'elle est actuellement pratiquée.

Ceci suppose un renforcement des organisations syndicales conditionné en premier lieu par la coordination de leur action, en attendant la nécessaire unification du mouvement syndical, seule susceptible de donner à la classe ouvrière le levier indispensable pour une transformation profonde de la Société.

Dans cette optique, le P.S.U. doit impulser et coordonner l'action de ses militants dans les organisations ouvrières, sans pour autant remettre en cause leur indépendance.

L'expérience de ces quatre dernières années montrent que les revendications populaires (ouvrières et paysannes) ont été la principale pierre d'achoppement du gaullisme.

C'est la conscience de leur situation qui amène les travailleurs à refuser la situation que leur fait le régime et le patronat et à s'organiser derrière les syndicats dans la lutte revendicative.

Le contexte économique actuel est

caractérisé par le rythme rapide du progrès technique et du renouvellement de l'appareil de production, par la concentration accrue des entreprises capitalistes et par les impératifs de la concurrence internationale pour maintenir un taux de profit élevé.

Il s'ensuit que les revendications des travailleurs doivent de plus en plus déboucher sur une contestation à tous les échelons (et d'abord à l'échelon où les travailleurs peuvent en avoir une conscience concrète) de l'orientation de classe que le patronat et le gouvernement entendent donner à l'économie.

La défense même des travailleurs contre la conséquence de cette situation économique oblige à intervenir à ce niveau et à se battre pour imposer à chaque échelon et à chaque occasion nos solutions à la place de celles mises en avant par le patronat et le pouvoir gaulliste. Il est évident que les objectifs politiques du Parti (lutte contre le Pouvoir personnel, planification démocratique, extension du pouvoir syndical, construction d'une démocratie socialiste) ne peuvent être atteints que dans la mesure où la lutte est ainsi menée au niveau où les problèmes sont le plus sensible à la masse, c'est-à-dire ses conditions d'existence.

Nous publions ci-dessous des extraits de la résolution adoptée.

Motion d'organisation

(Votée à l'unanimité moins une abstention)

La Conférence nationale d'action économique du PSU réunie les 29 et 30 septembre 1962 considère que l'effort que le parti doit faire en direction de l'action dans les secteurs économiques et sociaux et notamment dans les entreprises soit considéré comme prioritaire.

En conséquence la conférence demande :

— le renforcement de la commission « d'organisation de l'action dans

les entreprises » sur le plan national afin de coordonner et d'impulser l'action des militants du parti dans les entreprises.

— la création de commissions semblables dans les départements sous le contrôle des directions fédérales — ces différents organismes devant être en liaison avec la commission nationale.

La Conférence souhaite le développement d'un réseau de correspondants de Tribune Socialiste afin de permettre à l'organe du Parti de publier des informations et des analyses sur l'action menée dans le secteur économique et social.

Elle souhaite le développement de bulletins d'entreprises ou de branches d'industrie et demande la création d'un bulletin national entreprise contenant la vulgarisation des expériences positives vécues par les groupes et sections d'entreprises du Parti.

La Conférence souhaite d'autre part l'organisation d'un débat sur les problèmes de l'action dans les entreprises à partir des conclusions de cette conférence, dans le courrier du P.S.U. ou dans le bulletin national entreprises.

La Conférence estime nécessaire toutes modifications statutaires pour permettre le développement des sections et groupes d'entreprises et demande la création auprès du Comité Politique National et sur le plan régional des Comités économiques et sociaux chargés de préparer les décisions du parti en ce domaine.

La Conférence souhaite également l'organisation d'autres conférences nationales ou régionales concernant les problèmes particuliers à différents secteurs ou branches d'industrie (Entreprises nationalisées, métallurgie, chimie, etc.) et des problèmes généraux tels que ceux des accords d'entreprise ou de planification démocratique.

Elle demande au Congrès de prévoir dans le cadre du BN, tout l'équipement matériel et financier (permanent local, budget) afin que ces propositions puissent être réalisées.

DES CONTACTS FRUCTUEUX

La salle du boulevard Garibaldi avait, l'autre jeudi, une allure bien différente de celle que connaissent les militants parisiens. Un groupe de jeunes Soviétiques y rencontrait plusieurs camarades jeunes ou étudiants, avec la participation de Claude Bourdet et Jean Arthuys. Discussions amicales, toasts portés à l'amitié de nos deux pays, insignes échangés et chansons reprises en chœur ont fait préférer à nos visiteurs selon l'expression du chef de leur délégation « le sourire de l'amitié au sourire de la diplomatie ».

Ciné-Club Action

Le Ciné-Club Action, après les vacances, reprend ses activités. Première séance de la saison mardi 9 octobre 1962, à 20 h. 30, au cinéma Le Paris, avenue de Saint-Ouen (métro Guy-Moquet). Adhésions à l'entrée. Le film projeté est un étonnant document sur notre temps.

★

CERCLE OUVERT. — Conférence-débat le mardi 9 octobre, à 20 h. 45, 44, rue de Rennes : L'Espagne au tournant ? avec Colette Audry, Jean Becarud, Elena de la Souchère, Emile Temime, sous la présidence de Jacques Nantet.

PETITES ANNONCES

● L'Association Générale des Etudiants en Droit et en Sciences Economique de Paris (6, rue Christine, Paris-6^e) recherche chambres et emplois pour étudiants.

TOUS TRAVAUX de SECRETARIAT

SÉLECT - SECRETARIAT

Ronéo - Photocopie - Multigraph
Offset - Traductions - Courrier

Prix spéciaux aux lecteurs de TRIBUNE
29, rue de Trévise, Paris-9^e - LAF 19-87

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles ces 2 splendides volumes de **VICTOR HUGO**

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES et ROMANS COMPLÈTS



L'œuvre de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et par son rayonnement politique, l'Histoire tout court.

Et d'abord, son œuvre poétique, unique par son ampleur — 153.873 vers — et par sa prodigieuse variété qui en font un monument unique de notre littérature, mais qui était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des Matières de 34 pages.

Ce volume : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21 x 27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile tranche supérieure dorée à l'or fin, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter — car le tirage est en voie d'épuisement — des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire encore bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service Littéraire (la Librairie-Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris) le bon de commande ci-dessous. Ils recevront immédiatement, franco à domicile, les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo sans rien avoir à payer d'avance. Ils pourront également, s'ils le désirent, souscrire, dès maintenant, au second volume actuellement sous presse et présenté avec le même luxe : **LES ROMANS**

COMPLÈTS DE VICTOR HUGO, à paraître en décembre.

Ce volume comprendra non seulement tous les romans de Victor Hugo dans leur texte intégral, mais en outre certaines ébauches inédites ou introuvables (par exemple *Les Misères*, première version des « Misérables »), de nombreuses illustrations dessinées par Victor Hugo lui-même, etc.

Malgré les hausses, ce volume sera offert à nos lecteurs au même prix que les Œuvres Poétiques, mais en outre, ils pourront bénéficier d'une réduction de 10 % dans les conditions stipulées ci-contre et en remplissant la deuxième partie du bon ci-dessous. Mais qu'ils se hâtent car la souscription sera close très prochainement !

PRIX SPÉCIAL de chaque ouvrage

pour les lecteurs de « Tribune Socialiste » (France métropolitaine)

13,50 NF par mois (en 10 versements) ou 120 NF comptant (en 1 ou 3 versements)

PRIX de souscription immédiate pour **LES ROMANS COMPLÈTS** (à paraître en décembre), réduction exceptionnelle de 10 %, soit 9 versements de 13,50 NF au lieu de 10, le premier à la souscription, les 8 autres mensuellement après la livraison du volume ou 108 NF comptant (13,50 NF à la souscription, le solde, soit 94,50 NF, après la livraison, en 1 ou 3 versements).

BON à adresser à la Librairie-Pilote (Service littéraire de « Tribune Socialiste »), 30, rue de Grenelle, Paris-7^e. (Si vous ne désirez commander qu'un des deux volumes, biffer le paragraphe qui concerne l'autre.)

1. — Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo que je réglerai en 1 ♦ 3 ♦ 10 versements.

2. — Je souscris aux Romans Complètes de Victor Hugo. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de Librairie-Pilote ♦ chèque bancaire ♦ chèque postal à votre compte n° 13.905-31 Paris ♦ mandat de 13,50 NF. Ce versement me donnant droit à une réduction de 10 %, je réglerai le solde après livraison en 1 ♦ 3 ♦ 8 versements.

Nom Profession

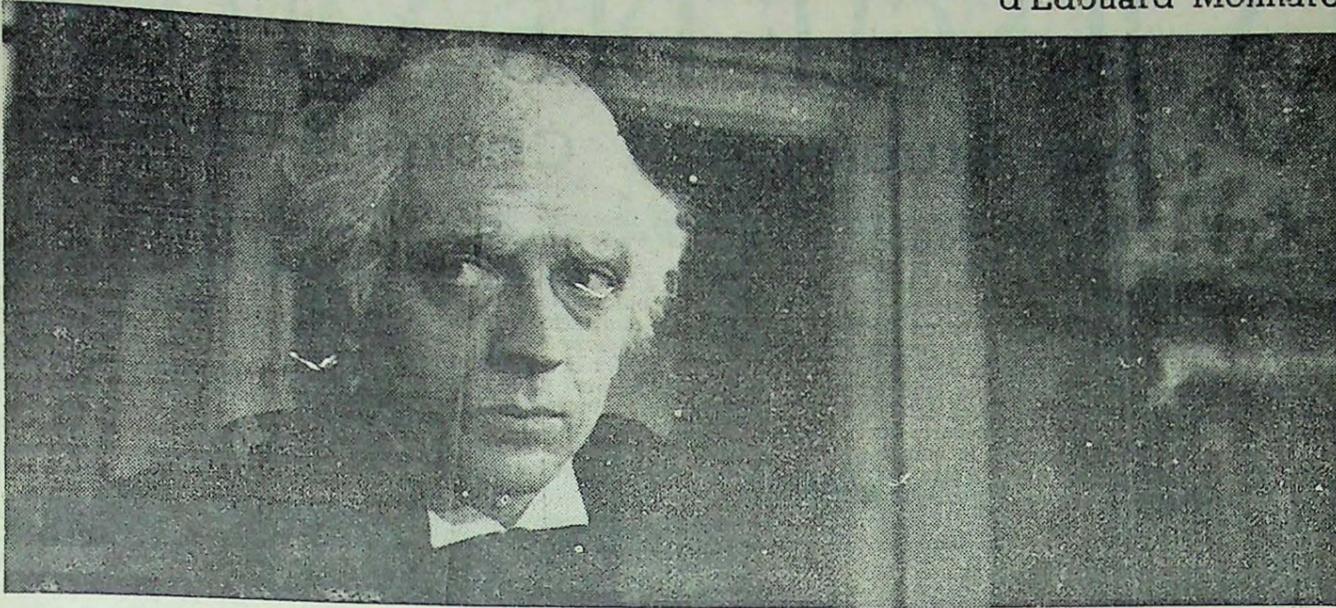
Adresse

N° C.C.P. ou bancaire :

Signature :

ARSÈNE LUPIN CONTRE ARSÈNE LUPIN

d'Édouard Molinaro



S'inspirant très vaguement du seul climat des célèbres aventures d'Arsène Lupin, les auteurs du film le supposent mort et laissant deux fils de m  res différentes, et qui rivalisent entre eux pour être dignes de leur père dans le cambriolage considéré comme un des beaux-arts. Il en ressort un film allègre, mené rapidement dans

un climat Belle Epoque savoureux, où chaque acteur donne libre cours à un cabotinage amusant. Retenons cette admirable réplique : une reine en exil, se rappelant l'heureux temps d'avant la Révolution qui la chassa, dit : « Eh oui, moi aussi, dans le temps, j'avais mes pauvres... mais les révolutionnaires me les ont pris. »

OCTOBRE A PARIS

NOUS avons pu voir, en projection privée, un film qui a fait beaucoup parler de lui au dernier Festival de Venise, où il a été projet   en marge de la compétition officielle. Ce film — pour lequel aucun nom d'auteur ne figure au générique — est un long métrage en noir et blanc, intitulé « Octobre    Paris ». Il est présenté et patronné par le comité Maurice Audin et Vérité-Liberté.

Le film s'ouvre sur la seule bande sonore ; l'écran est noir ; une voix algérienne nous prévient que tout ce que nous allons voir est vrai. Avertissement non inutile pour le spectateur non prévenu — pour le spectateur étranger, par exemple. Tout militant qui verra ce film saura bien y reconnaître une réalité point si lointaine.

D'abord, ce sont des Algériens qui viennent raconter, simplement, ce qu'est leur vie en France — ce que sont les tracasseries policières, ce qu'est la misère des bidonvilles. Et ces bidonvilles sont montrés, et en contre-point des descriptions des témoins on voit les caves sinistres de la rue de la Goutte-d'Or où s'étaient établis les harkis. Puis, c'est une réunion de section F.L.N., préparant la manifestation d'octobre 1961. Le responsable explique : surtout pas d'armes. Si les agents attaquent, se sauver. La démonstration doit être faite contre la violence, contre les noyades dans la Seine, contre le couvre-feu imposé. Puis vient le plus impressionnant : les Algériens de Nanterre se réunissent pour aller à la manifestation d'octobre ; quelques images, une utilisation judicieuse des photos fixes, font revivre le drame. Enfin, après que de nouvelles interviews aient fait connaître les témoignages de quelques manifestants, et des brutalités qu'ils subirent, c'est, en conclusion, la manifestation du 8 février, qui fait éclater le parallélisme entre les méthodes de la police face aux « bicots » et face aux démocrates français (1). Devant le fascisme il n'y a pas de bicots. Ou mieux : tout le monde est bicot...

L'équipe qui a réalisé ce film clandestinement a pleinement réussi son but : montrer, faire connaître — et faire comprendre. De ces Algériens de Paris interviewés, certains sont des ouvriers, d'autres des employés ; certains s'expriment avec aisance, d'autres s'embrouillent ; des femmes parlent, parfois sans aucun accent — parfois en arabe, et un interprète traduit. Certains de ces Algériens sont des militants du F.L.N. ; d'autres « ne

font pas de politique » et racontent la seule et brutale horreur du racisme aveugle. Certaines scènes ont été reconstituées sur place, en pleine répression, avant le cessez-le-feu, à Nanterre.

Naturellement, ce film n'aura pas de visa de censure ; il a d'ailleurs été tourné entièrement en marge de la production ordinaire commerciale, suivant en cela la méthode inaugurée par J'ai huit ans, celle du Cinéma Parallèle. Si son exploitation normale à l'étranger ne pose pas de problèmes trop aigus, reste celui du public français ; le comité Maurice Audin et Vérité-Liberté sont décidés à montrer leur film. Ce n'est que grâce à un public organisé qu'ils ont quelques chances de vaincre la censure : il faut que chaque organisme, chaque groupe — disposant d'un poste de r  c-

tion s'intéresse à ce film ; il faut que les adhérents des cin  clubs l'emmenent à leurs dirigeants de passer ce film. La voie ouverte, la brèche creusée dans le cinéma français va-t-elle s'élargir ou se refermer ? Le best n d'Octobre    Paris va être intéressant à suivre. Sa seule existence démontre déjà une chose : que l'idée du cinéma parallèle est dans l'air, que des groupes différents, travaillant indépendamment les uns des autres, la poursuivent et la mettent en pratique. Avec les liaisons internationales qui s'esquissent déjà entre cinéastes militants — les cinéastes français — sont découverts rapidement des amis et des camarades, en Belgique ou en Italie — le cinéma parallèle peut devenir l'une des voies qui mènent à un cinéma libre.

Marcel Ranchal.

(1) Notre camarade Florian apporte ici son témoignage direct sur le drame du métro Charonne.

Livres

LES PATATES

par Jacques VAUCHEROT

VOICI un roman (1) qui a l'apparence d'une fresque tragico-comique sur le ravitaillement durant la dernière guerre mondiale.

Clovis Parizel, un paysan du Nord, ne pense qu'aux moyens de survivre, de manger, de trouver des pommes de terre.

Ce souci devient obsession et le roman est véritablement le témoignage de cet imaginaire qui investit peu à peu la pomme de terre.

Le tubercule est ici élevé au niveau de mythe et le puissant animisme que la pensée cylindrique et primaire lui confère se forge par et contre « la vacherie de cette vie, l'incommensurable connerie du monde entier ». Clovis entre en lutte contre « les Boches, les gendarmes, les douaniers, cette trinité de salauds ».

Le roman de Vaucherot saute de plain-pied dans ce qui est, de manière officielle et suffisante, la recherche (faussement noble et réellement ignoble, comme dirait Jarry) du nouveau roman : le monde de l'objet.

Ce livre me paraît alors la satire du nouveau roman, ou encore la sublimation de l'objet qui revêt ici une couleur plus humaine, plus alimentaire. Par cette satire, Jacques Vaucherot s'inscrit dans le courant d'une littérature irrévérencieuse qui, de Bierce, conduit à Boris Vian et Sternberg. Témoignage ce passage digne de L'Ecume des jours ou de L'Employé :

« Mathilde rit. Elle était contente d'étonner Clovis. Et Clovis,

en l'entendant rire, se sentit tout ragaillardir. Il lui pin  a les fesses. Il lui dit :

« C'est plus fort que moi, quand tu ris comme ça, j'ai tout de suite envie de te faire l'amour. »



Jacques VAUCHEROT

« Elle rit de plus belle, et Clovis se sentit gonflé de vigueur. Il a envie de la prendre sur-le-champ. Il lui mord l'épaule, et puis, il entre dans elle. et il la fait crier tellement il lui fait du bien. »

C'est probablement ce que Gide appelait le style de la machine à écrire.

Pierre Uytterhoeven.

(1) Flammarion,   dit.

STUDIO 43

Le « Studio 43 » (ex-Floride), la salle d'art et d'essai du faubourg Montmartre, reprend désormais son nom, celui sous lequel elle attirera pendant de nombreuses années des milliers de cinéphiles grâce à des programmes de choix.

La direction de cette salle, à la suite de sondages incessants effectués parmi le public et d'expériences diverses de programmation, a décidé de poursuivre et d'accroître son effort en faveur d'un cinéma « engagé » s'opposant par sa forme comme par son contenu aux films purement commerciaux qui envahissent les écrans français. Mais le Studio 43 ne peut mener à bien cette tâche difficile qu'avec l'aide constante du public. Dans cette salle, le spectateur est considéré comme un ami à qui il est recommandé de critiquer et de juger les films qui lui sont présentés et d'apporter ses suggestions quant à ceux qu'il désire voir. Ajoutons que la reprise du nom « Studio 43 » s'accompagne de travaux améliorant le confort et les dispositions techniques de la salle.

A PARTIR DU 26 SEPTEMBRE EN PREMIÈRE EXCLUSIVITÉ

Le premier long métrage de Henri Fabiani qui attend vainement sa sortie depuis deux ans :

LE BONHEUR EST POUR DEMAIN

Ce film, qui conte l'histoire de la quête du bonheur dans le cadre bien précis d'un chantier naval, est celui qui vit débuter à l'écran le regretté guitariste Henri Crolla dans un rôle inattendu qui fut à la fois, hélas ! son premier et son dernier rôle dramatique. C'est également Henri Crolla qui a composé la musique du film.



Ensuite, le Studio 43 présentera, toujours en première exclusivité :

LE PROFESSEUR HANNIBAL film hongrois de Zoltan Fabri, l'auteur de l'inoubliable « Petit Carrousel de Fête ». L'action de ce film se déroule dans la Hongrie de 1930 sous le régime du régent Horty. Entraîné malgré lui dans un combat pour la liberté de Penser, un petit professeur deviendra, sans l'avoir voulu, un héros et un martyr. Film ironique et cruel, « Le Professeur Hannibal » est l'une des meilleures productions de la cinématographie hongroise contemporaine.

CIEL PUR de Grigori Tchoikhraï. L'auteur du « Quarante et unième » et de « La Ballade du Soldat » y aborde un sujet délicat : l'U.R.S.S. avant et après la mort de Staline. Par le drame qu'il expose (un aviateur fait prisonnier par les Allemands est considéré par les siens comme un traître à son pays et son parti avant d'être réhabilité), « Ciel Pur » a bouleversé le public soviétique. Le public français le verra avec intérêt.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04
Permanent de 14 h.    24 h.
Semaine du 3 au 9 Octobre

LA DENONCIATION

un film de Jacques Doniol-Valcroise

BRECHT AVANT BRECHT

“DANS LA JUNGLE DES VILLES”

Au studio des Champs-Élysées

O nous l'a dit : le vrai Brecht le voilà. Nous connaissons l'apprêté, le falsifié : c'était le faux. Vieux procédé. Opposer le « jeune » Marx à l'autre, le vieux barbu, l'Adamov première manière à celui du « Printemps 71 », etc. Dans tous les cas, la comparaison joue en faveur de la démarche originelle : le message n'a pas encore été vicié par on ne sait trop quelle manipulation démoniaque, tout est encore beau, pur. Mais informulé. Et c'est justement cette informulation qui plaît. A chacun son interprétation. Et à chacun son Brecht, donc. Précisément, tout ce que ces nouveaux laudateurs admirent avec « Dans la jungle des villes » troisième pièce écrite par Bertolt Brecht (de 1921 à 1923), c'est tout ce dont il se débarrassera : la métaphysique fumeuse, le délire mécanique gratuit, le monologue boutonneux. Mais pour eux Brecht était génial avant d'être Brecht. Ou, si l'on veut parler un autre langage : que la République était belle sous l'Empire.

« Mon opinion : mon seul luxe »

DANS la jungle des villes » déconcertera de toute manière le spectateur qui s'est fabriqué à partir d'autres spectacles une idée de Brecht : l'accusateur de la guerre avec « Mère Courage », le dénonciateur du nazisme avec « Arturo Ui », l'apologue du monde socialement juste dans « Le Cerele de cratie caucasien ». « Dans la jungle des villes » appartient en effet à cette tradition du théâtre de chambre qui se soucie peu d'intervenir dans l'histoire : Beckett plutôt que Brecht-Brecht.

L'œuvre porte en sous-titre : « Lutte de deux hommes dans la cité géante de Chicago » et ne vaut rien moins qu'exprimer sur scène un combat sans motif, une bataille sans but. Elle tend finalement à exprimer l'incommunicabilité des êtres entre eux et l'on voit déjà en quoi elle séduit les tenants systématiques de l'avant-garde.

Nous sommes à Chicago en 1921. Shlink, un riche marchand de bois, Malais, venu du Japon, pénètre dans une bibliothèque publique. Et sans détours, il propose à l'employé qui se trouve là, à Georges Garga, de lui acheter... son opinion. C'est, bien sûr, une provocation, un défi : une façon de lui jeter le gant au visage, de montrer sa dépendance totale de l'argent. Garga, humilié, qui considère son opinion comme son seul luxe, refuse d'abord mais Shlink l'accule et pour montrer sa désinvolture, lorsqu'il s'agit d'écraser un adversaire, il lui offre sa florissante affaire. Il humilie Garga, marque donc un point. Garga va se venger : il conclura un marché frauduleux au nom de Shlink et lorsque celui-ci est menacé d'inculpation, Garga se livre à sa place. Un point à un : c'est Shlink qui est cette fois atteint.

Le Malais cherche un autre terrain de lutte : la famille. Marie, sœur de Georges s'amourache de lui. Les rapports intérieurs de la famille Garga se brisent. Deux points à un. Georges fait courir le bruit d'un viol. Shlink sera menacé de lynchage. Garga gagne par knock out. Parce que, expliquera Brecht, il est le plus jeune, le plus prompt. En fait, il ne gagne rien, car il n'y a rien à gagner. Le combat a exposé de nouveau la solitude des opposants. Le dialogue recherché par le Malais n'a pu s'établir.

L'homme seul

AVANT de mourir, Shlink le dit : « Si on entassait des êtres humains dans les flancs d'un navire, il y aurait une telle solitude dans ce navire plein à craquer que tout le monde mourrait de froid. Oui, l'isolement des hommes est si grand qu'il ne peut même pas y avoir de lutte ». Le contact, le dialogue que Shlink et Georges recherchaient dans leur corps à corps, à la manière des boxeurs nus mêlant leurs halètements et s'atteignant au moins de leurs poings, ce contact n'existe pas. L'homme croit saisir l'homme : il n'atteint qu'une ombre.

Pour « éclairer » (!) cette vision pessimiste, Brecht l'assaisonne de citations de celui qui a le mieux poétisé la solitude : Rimbaud, Rimbaud de la « Saison en Enfer », dont d'ailleurs il ne révèle pas le nom tout en incorporant directement à son texte des passages de poèmes inchangés. Avec Büchner, Wedekind (dont on vient de jouer « Loulou »), l'expressionnisme, voilà les influences décisives (dans cette période). Brecht ne s'en dégage absolument pas, il les recrache telles quelles. Mais puisque le jeu consiste, à propos de cette représentation, de rechercher le Brecht qui pointe sous le boisseau, soulignons déjà ce qui lui appartient en propre.

Le ressort initial de la lutte d'abord, cette opinion qu'on achète ou qu'on veut acheter : le mépris pour la littérature romanesque, hérité de Dada ensuite. (Ces répliques le prouvent : « jetées dans la bibliothèque », « Vous appelez cela des livres ? », « Quel sale métier... Vous trouvez qu'il n'y a pas assez de mensonges », « Le ciel était noir, les nuages volaient vers l'Est ». Pourquoi pas vers le Sud ? Plus loin : « Chaque fois que tu m'embrasses, j'aperçois tes jolies dents. » (Comment peut-on voir ses dents quand on embrasse quelqu'un ?). Enfin, la volonté démonstrative : la pièce doit prouver, mathématiquement, l'isolement de l'homme.

Elle est bâtie comme une succession de séquences au cours desquelles Garga ou Shlink prennent le dessus à leur tour, après avoir épuisé chaque fois une tactique particulière d'usure. Si le schéma dramatique classique demeure — exposition, démonstration puis résolution du conflit — il est toutefois maltraité : chaque scène se clôt elle-même. Pour reprendre l'exemple de la boxe, évoqué d'ailleurs par Brecht : première reprise : crochet du gauche, crochet du gauche, crochet du gauche ; 2^e reprise : crochet du droit, crochet du gauche, etc. Les adversaires se fatiguent peu à peu, le plus fatigué perd. Mais il n'y a pas de paroxysme.

La gratuité d'un tel parti-pris de transposition qui relève du symbolisme (la vie est un combat de boxe) s'explique par les admirations déjà évoquées de Brecht, auxquelles il faut ajouter celles pour le sport et les spectacles édifians de la foire. En outre, l'isolement de Shlink, Garga c'est aussi l'isolement de Brecht, dans cette période.

Cela dit, maints passages de « Dans la jungle des villes » semblent des divagations mécaniques où l'arbitraire le plus absolu triomphe. Une œuvre d'adolescent aussi, avec tout le vague, le trouble de l'adolescent.

Inconfortable

A partir d'une pièce touffue que pouvait être une mise en scène honnête ? Ou franchement expressionniste, c'est-à-dire accentuant encore les systématismes de la démarche. Ou... brechtienne (!) c'est-à-dire prenant son contrepied et s'efforçant de montrer l'impossibilité de la démonstration annoncée, puisqu'elle pose comme postulat l'homme éternel (et éternellement seul) et que cet homme n'existe pas.

Ou hydride : comme celle du « Livings Theater » américain venu l'an dernier à Paris, renchérisant dans les références aux influences subies.

Aucune, à franchement parler, ne pouvait apparaître convaincante : à pièce inconfortable, mise en scène inconfortable. Antoine Bourseiller a eu les motivations (postérieures, d'ailleurs à la pièce) de Brecht. Un combat de boxe ? Bon : ring alors. Une lutte ? bon : des boxeurs.

Et tout ainsi : la démarche des acteurs, leur manière de se jauger, de feindre. Au pied de la lettre on développe ce qui après tout n'était qu'une image. Acceptons-la ; bien qu'on ne comprenne pas toujours les différences de parti pris. La toile de fond peinte se veut non figurative, de même les enchevêtrements de charpente. Par contre, le ring est bien réel, et lorsque le décorateur veut nous montrer que nous



Sami Frey et Chantal Darget

nous trouvons dans une scierie, négligemment, il accroche une scie véritable, un bidet pour le bordel. C'est la démonstration par l'absurde de l'échec du point de vue adopté pour le décor.

La distribution, elle, est déséquilibrée. Sami Frey joue un Garga souple et nerveux, désinvolté et grimaçant : ce style de jeu-là est typique de la nouvelle génération d'acteurs (de Cassel à Belmondo : chewing gum et pas de danseur). Ici, il correspond au personnage. François Darbon en Shlink varie les registres, très sûr de ses effets. Si Jane, la fiancée puis femme de Garga, donne une épaisseur de son rôle, Chantal Darget, en amoureuse humiliée, est vite horripilante. Et les personnages secondaires sont très sacrifiés. Musique de Prodomidès, décors de Pace, mise en scène d'Antoine Bourseiller. « Dans la jungle des villes » de Bertolt Brecht, fait somme toute une bonne affiche et certainement un bon succès. Quant à dire qu'il s'agit d'un bon spectacle, c'est une autre affaire.

Emile COPFERMANN.